



Sondage de l'opinion publique sur la gouvernance, l'économie et l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun



© Nkafu Policy Institute - Denis & Lenora Foretia Foundation

BP 14315 Yaoundé, Cameroun

Tél: (+237) 222 31 15 84 / 698 64 55 24 / 654 86 72 54

Email: info@foretiafoundation.org

www.nkafu.org

www.foretiafoundation.org



Sondage de l'opinion publique sur la gouvernance, l'économie et l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun

■ Septembre 2018

A PROPOS DE LA FONDATION *DENIS AND LENORA FORETIA*

La Fondation Denis Denis & Lenora Foretia est une fondation privée créée par Dr. Denis Foretia et Madame Lenora Ebule Foretia, dans le but de catalyser la transformation économique de l'Afrique à travers l'entrepreneuriat, la science et la technologie, l'innovation, la santé publique et les politiques constructives qui créent des opportunités pour tous. Elle travaille en partenariat avec les gouvernements, les décideurs politiques, le secteur privé et les organisations de la société civile aussi bien que les partenaires au développement, en vue d'allouer les ressources disponibles aux entrepreneurs, aux agriculteurs et aux propriétaires de petites et moyennes entreprises, dans l'optique d'améliorer leurs conditions de vie. La Fondation bénéficie d'un Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, statut qui est la plus grande distinction pour une organisation non-gouvernementale.

A PROPOS DU NKAFU POLICY INSTITUTE

Le Nkafu Policy Institute est un Think Tank camerounais logé à la Fondation Denis & Lenora Foretia. L'institution fait des études et recommandations indépendantes, pertinentes et originales en vue de faire progresser l'économie du Cameroun en particulier et les économies d'Afrique Sub-saharienne en général. Le centre tire sa réputation de son indépendance, des recherches de qualité et des prescriptions innovatrices pour l'élaboration des politiques publiques. Il a comme mission d'aider à l'élaboration des politiques publiques susceptibles de contribuer à la prospérité des économies du continent africain.

CONTENU

Préface de Denis Foretia	6
Résumé	9
Recherche	11
Introduction	12
- Démographie	13
- Méthodologie	15
- Résultats	15
o L'économie	15
o La gouvernance	17
o A propos des élections présidentielles de 2018	20
o A propos de conflit anglophone	23
o A propos des médias et de l'information	25
- Conclusion	28
Annexe A: Carte régionale	30
Annexe C: Instrument	46
Annexe D: Villes & Ruralité	59

PRÉFACE

DE DENIS FORETIA



Le Cameroun est un pays en crise. L'économie est confrontée à des difficultés structurelles majeures. L'atmosphère sécuritaire continue de se dégrader non seulement dans les régions du Nord et de l'Est, mais surtout dans la partie anglophone du pays. Malgré ces défis, le gouvernement prévoit d'organiser des élections présidentielles le 7 Octobre 2018. La plupart des économies avancées auraient du mal à mener à bien un tel calendrier électoral. Le Cameroun n'est malheureusement pas une économie avancée mais organisera ces élections dans un contexte d'aggravation des tensions politiques dans les régions anglophones et de multiples autres défis

qui continuent de s'aggraver.

Le pays connaît également de nombreuses régressions en matière de démocratie. Depuis plusieurs années, les Camerounais vivent dans la peur car les libertés publiques, les libertés individuelles et les droits humains fondamentaux sont violés de manière flagrante par un gouvernement plutôt répressif. En effet, depuis l'indépendance en 1960, le pays est dirigé par un seul parti (l'UNC qui devint le RDPC), et par un seul président depuis 1982. Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), actuellement au pouvoir au Cameroun, a étroitement partie-liée avec l'administration publique.

La pression populaire dans les années 1990 a contraint le président actuel à autoriser des élections multipartites. Cependant, depuis l'adoption de la Constitution de 1996, le Président a utilisé le Parlement pour modifier la Constitution en supprimant la limite de deux mandats. Par conséquent, le processus électoral n'a pas toujours été libre ou équitable.

Aujourd'hui, le pays est également confronté à de multiples défis économiques, structurels et sécuritaires. Ces défis ont été fortement exacerbés par la crise anglophone actuelle.

Les Camerounais anglophones, qui représentent 20% de la population, se plaignent d'être marginalisés et ont décidé de se soulever depuis 24 mois. Les protestations non violentes et la désobéissance civile dans ces régions ont rencontré une riposte militaire excessive de la part du gouvernement. Ainsi, les revendications sur plus d'égalité se sont transformées en une demande croissante de sécession et de création d'un Etat indépendant.

L'impact de l'élection présidentielle prévue le 7 octobre 2018 prochain est crucial pour l'avenir du Cameroun. Les résultats pourraient représenter un point de basculement pour le pays vers une véritable démocratie et le respect de l'état de droit, ou un nouveau plongeon dans le système d'autodestruction actuel. Les enjeux ne pourraient pas être plus élevés en particulier au regard des conflits en cours.

Cependant, il n'y a pas eu d'enquête nationale fiable et scientifique sur les idées et les aspirations actuelles des Camerounais en ce qui concerne les prochaines élections, l'état de l'économie et l'appareil gouvernemental. En fait, il n'y a jamais eu d'enquêtes crédibles lors des élections précédentes. C'est pourquoi le Nkafu Policy Institute, un think tank crédible au Cameroun, a mené un sondage de l'opinion publique dans toutes les dix (10) régions du pays afin de comprendre les opinions et les aspirations du peuple camerounais. Notre équipe a interrogé 2,024 Camerounais, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, dans 54 zones urbaines et 25 zones rurales. Cet échantillon représentatif nous a permis de bien comprendre les défis auxquels sont confrontés les Camerounais avec une marge d'erreur de plus ou moins 3%.

Les résultats révèlent un pays en chute libre. 79,1% des Camerounais pensent que l'économie se dirige dans la mauvaise direction. Le niveau de pauvreté est alarmant. Moins de 17,65% des adultes camerounais gagnent plus de 200 000 FCFA (près de 400 dollars américains) par mois. Les Camerounais sont surtout préoccupés par l'état des infrastructures dans le pays: électricité, eau, ponts, routes, voies ferrées et ports maritimes. Aujourd'hui, 90% des Camerounais estiment que l'infrastructure routière est mauvaise ou très mauvaise.

Gouvernance:

Une grande majorité de Camerounais (82.17 %) veut que des administrateurs locaux tels que des gouverneurs soient élus par le peuple. Les Camerounais ont très peu confiance respectivement au parlement (seuls près de 16.31 % soutiennent le travail effectué par l'assemblée nationale et 14,48% celui du sénat) ; à la cour suprême (seulement 18.15 % de soutien), au gouvernement (16.93 %) ; au conseil constitutionnel (16.40 %). La grande majorité de Camerounais (65,04%) croit que le conflit anglophone représente actuellement la plus grande menace pour la sécurité du pays et la plupart des Camerounais ne soutiennent pas la guerre menée par gouvernement dans les régions du Nord-Ouest et de Sud-Ouest. Seulement près de 7,84 % de Camerounais soutiennent l'usage de la force tandis que 85,49 % croient que le dialogue ou la négociation devraient être les seules voies du salut.

Préférences politiques:

Il n'est point étonnant de constater que le Président en exercice, Paul Biya, est profondément impopulaire après 36 ans à la tête de l'Etat, avec seulement 29,82 % des intentions de vote. Trois candidats d'opposition sont au coude-à-coude dont Cabral Libii du parti Univers bénéficiant de 11,24 % des intentions de vote, Maurice Kamto du Mouvement de la Renaissance du Cameroun (12,65 %) et M. Joshua Osih (13,10 %) Front social-démocrate. M. Libii est en grande partie soutenu parmi les jeunes francophones où il compte près de 19,37 % de soutien parmi les camerounais de moins de 35 ans. La plus grande surprise est la pauvre performance de M. Akere Muna, bénéficiant seulement de 2,12 % des intentions de vote. Il est aujourd'hui clair que si les partis d'opposition du Cameroun sont sérieusement intéressés à remporter l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, une coalition est plus que nécessaire. Par exemple, une fusion entre M. Libii, M. Kamto et M. Osih, ou seulement deux des trois augmenterait considérablement leurs chances. On doit être surtout très inquiet de savoir que 49,65 % de Camerounais pensent à un risque de violence post-électorale.

Cette enquête et le rapport qui en découle n'auraient pas pu être possibles sans le dévouement d'une équipe très dynamique du Nkafu Policy Institute dont Dr. Fuein Vera Kum et M. Eugene Arnaud Yombo Sembe. Notre sincère gratitude va également à l'endroit de : Agathe Djomeghu, Odette Kibu, Antoinette Koudjon, Laura Njitone, Egoh Aziz, et Ulrich D'Pola Kamdem pour leur participation en tant superviseurs des enquêtes sur le terrain. Nous sommes reconnaissants envers chacun de nos 10 collecteurs de données pour avoir accepté passer dix jours de travail intense et sous pression en vue de rassembler des données primaires ou de première main, pour la rédaction de ce rapport. Nous remercions également vivement M. Melaine Nsaikila pour son rôle dans l'initiation de ce projet. Merci également nos consultants statisticiens respectivement au Cameroun et aux Etats-Unis M. Edwin Lontum et Sarah Glacel pour leur appui considérable. Nous sommes reconnaissants envers notre équipe de communication pour la conception et la dissémination de ce rapport. Il s'agit précisément de M. Epoh Severin Magloire, M. Martin Arrey, Mme Dorice Njonkep et M. Stephane Douanla.

Il ne nous reste qu'à espérer que ce rapport aidera dans l'élaboration des politiques publiques. Les défis auxquels fait face le pays exigent une action collective. Notre avenir commun en dépend.

Denis A. Foretia, MD MPH MBA FACS
Co-Chair
Denis & Lenora Foretia Foundation

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis la conversion du Cameroun au système électoral multipartite dans les années 90, le flux de nombreuses élections nationales et locales a toujours été traversé par des vagues de conflits consécutifs à la proclamation des résultats. Ces contestations ont parfois entraîné de véritables crises post-électorales, comme ce fut le cas lors de l'élection présidentielle du 11 octobre 1992.

Le Nkafu Policy Institute estime que ces contestations postélectorales peuvent être considérablement réduites ou éliminées grâce à la promotion de la transparence du processus électoral et au respect des règles régissant le processus démocratique au Cameroun. Comprendre et rendre compte des opinions, des préférences et des intentions de la population adulte par le biais de sondages d'opinion scientifiquement fondés, peut contribuer à propulser le Cameroun vers une meilleure gouvernance démocratique et un développement économique inclusif. Il ne fait aucun doute que de telles enquêtes sont essentielles pour informer et éventuellement renforcer les choix démocratiques.

Dans le but d'améliorer la transparence, le Nkafu Policy Institute, l'un des principaux think tank au Cameroun, a mené une vaste enquête scientifique à la veille de l'élection présidentielle de cette année pour comprendre les perceptions des camerounais sur des questions liées à l'économie, la gouvernance, les institutions publiques, la démocratie, les interactions des citoyens avec les médias et les préférences des candidats en compétition. L'enquête a été menée avec une grande rigueur scientifique et un échantillon représentatif de 2 024 personnes. Elle a interrogé des camerounais dans 54 zones rurales et urbaines, dans les 10 régions, du 10 septembre au 20 septembre 2018. Tous les entretiens ont eu lieu avant le début officiel de la campagne.

Les principales conclusions de cette enquête sont toutes très impressionnantes. Il en résulte que les adultes camerounais perçoivent leur niveau de vie très bas et les infrastructures publiques disponibles délabrées. 77,06% des Camerounais, en particulier les hommes, pensent que le pays avance dans la mauvaise direction, avec juste une petite minorité (14,88%) qui pense que le pays avance sur la bonne voie. Parmi les principaux problèmes mis en exergue par les Camerounais, citons le manque d'eau potable, la médiocrité des infrastructures routières, une éducation de mauvaise qualité, une électricité limitée et un accès limité aux soins de santé de base. Un grand nombre de Camerounais, 43,37%, déclarent que leur situation économique personnelle s'est progressivement dégradée par rapport à l'année dernière, alors que seulement 13,65% déclarent que leur situation économique s'est améliorée et que 37,23% ne déclarent aucun changement.

En ce qui concerne la gouvernance, 51,91% des Camerounais s'opposent à tout mécanisme permettant à tout gouvernement de modifier facilement la constitution du pays. Ils pensent que certaines dispositions devraient être prises pour rendre très difficile l'amendement de la

constitution. Lorsqu'on leur demande de choisir entre démocratie et prospérité, une faible majorité (50,85%) dit préférer la démocratie, tandis que 45,05% préfèrent la prospérité. Cependant, les femmes ont une plus grande préférence pour la prospérité que la démocratie (49,09% contre 46,00%), tandis que les hommes préfèrent beaucoup plus la démocratie que la prospérité (55,52% contre 41,16%).

47,37% des Camerounais pensent que la démocratie s'est détériorée et a régressé au cours des deux dernières années, avec seulement 10,35% des répondants ayant déclaré une amélioration au cours de la même période. Ces sentiments sont partagés de manière presque similaire entre les sexes et les groupes d'âge. Les répondants ont également été interrogés sur leur perception du gouvernement, des institutions de l'État et de la forme d'État qu'ils préfèrent. Les résultats révèlent une grave crise de légitimité des institutions dans le pays. Les Camerounais ne font pas confiance au système judiciaire, au système législatif (parlement et sénat) et au pouvoir exécutif du gouvernement.

Cette enquête a également révélé un niveau élevé d'apathie politique de la part des électeurs. Seulement 65,36% des répondants ont déclaré être inscrits pour voter, et un nombre encore plus petit 54,13% ont déclaré être susceptibles ou assez susceptibles de voter. 58,76% des personnes interrogées pensent que le président Paul Biya va gagner les prochaines élections, même si seulement 29,82% des adultes camerounais déclarent soutenir sa candidature. Trois candidats de l'opposition se distinguent avec le jeune Cabral Libii, âgé de 38 ans, avec 11,24% de soutien des Camerounais. Les deux autres principaux candidats sont M. Joshua Osih (13,10%) du Front social-démocrate et M. Maurice Kamto (12,65%) du Mouvement de la renaissance du Cameroun. 23,54% sont indécis ou ont choisi de ne pas répondre. Obtenir un candidat consensuel de deux ou de tous les principaux candidats de l'opposition augmentera considérablement leurs chances de gagner aux urnes. Fait troublant, 49,65% des personnes interrogées pensent que des violences après les élections sont probables après le 7 octobre 2018.

En ce qui concerne la sécurité du pays, 65,04% des Camerounais pensent que le problème anglophone est la plus grande menace pour la paix et l'unité. Interrogés sur un éventuel chemin vers une solution, 85,49% des Camerounais ont déclaré que le problème devait être résolu par le dialogue et la négociation. 60,72% des participants ont également proposé la mise en place d'un système décentralisé efficace. Il ressort clairement de l'analyse que seuls 33,5% des Camerounais sont favorables à un gouvernement fédéral comme moyen de sortir de cette crise. En supposant la mise en place d'un État fédéral, 46,31% des Camerounais préfèrent un État fédéral comportant 10 régions, tandis que 40,37% préfèrent un fédéralisme composé de 2 États inspirés de l'ancienne constitution de 1961.

Près de la moitié, 47,74% des répondants à l'enquête reçoivent des nouvelles et des informations via la télévision. Viennent ensuite les médias sociaux avec 22,89% et la radio avec 18,63%. Seuls 5,50% de la population lisent les journaux, en particulier dans les villes. 74% des personnes interrogées déclarent également croire et avoir confiance en les informations qu'elles reçoivent sur les réseaux sociaux dans une très large mesure. 27,16% des personnes interrogées regardent régulièrement la télévision équinoxiale, plus que la chaîne de télévision publique CRTV, avec seulement 19,60 téléspectateurs, et une population encore plus petite, 12,35%, croit au contenu de leurs reportages.

RECHERCHE

INTRODUCTION

Le Cameroun a tenu quatre (4) élections présidentielles depuis le retour à la démocratie multipartite en 1990. Ces élections de 1992, 1997, 2004 et 2011 ont été entachées de graves irrégularités et fraudes. Le processus électoral révèle des lacunes majeures de la démocratie au Cameroun. Le président sortant, Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a mis en place un système électoral lui permettant de contrôler totalement le processus démocratique. Le calendrier électoral est décidé par le président, qui a le pouvoir de reporter toutes les élections. Le parti au pouvoir s'oppose à toute tentative d'instaurer un scrutin à deux tours à l'élection présidentielle, et refuse l'établissement d'un bulletin unique et exerce un plein contrôle sur les membres d'Elections Cameroon (ELECAM), une institution supposée non partisane. Les plaintes persistantes concernant la fraude électorale mettent en évidence la nécessité de créer des conditions renforçant la légitimité des élections au Cameroun.

Depuis 2013, le Nkafu Policy Institute, le premier think tank au Cameroun logé au sein de la Fondation Denis & Lenora Foretia, s'emploie à promouvoir des politiques qui améliorent les libertés économiques et politiques afin de stimuler une prospérité partagée. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, le Nkafu policy Institute avait précédemment mené une enquête sur la gouvernance au Cameroun. Le présent rapport d'enquête contribue à cet ensemble de travaux en présentant les résultats d'une enquête menée auprès de Camerounais adultes sur des questions relatives à l'économie, la gouvernance, les institutions, la démocratie, les médias et la prochaine élection présidentielle.

Au moment de la rédaction de ce rapport, le Cameroun connaissait plusieurs crises, notamment le conflit anglophone qui draine l'économie, causant de graves souffrances aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, provoquant la mort de milliers de Camerounais. Cette enquête tente de comprendre les perceptions des citoyens sur ces crises majeures, leurs moyens d'accéder aux médias et leur point de vue sur l'élection présidentielle à venir. Les résultats sont très utiles pour informer les décideurs politiques et la communauté internationale en leur fournissant des informations cruciales sur la gouvernance au Cameroun et sur les moyens de renforcer davantage le processus démocratique.

Ce rapport publié par le Nkafu Policy Institute, détaille les résultats d'un sondage d'opinion national représentatif de la population Camerounaise. Ce sondage a été soutenu par le National Endowment for Democracy (NED). Nkafu a administré un questionnaire comportant 69 questions à 2 024 Camerounais sélectionnés au hasard dans les 10 régions du 10 au 20 septembre 2018. Un nettoyage systématique et en profondeur des données a été effectué avant l'analyse.

METHODOLOGIE

L'enquête a été réalisée sur la base des entretiens directifs, du 10 au 20 septembre 2018. Elle a été réalisée par des enquêteurs expérimentés recrutés et formés pour la circonstance par la Fondation. La conception, la formation, l'administration et l'analyse des résultats ont été effectuées par un consultant statisticien externe expérimenté, recruté spécialement à cet effet.

Questionnaire

Le questionnaire utilisé pour cette étude a été inspiré de l'enquête référence sur la Birmanie / Myanmar menée par l'Institut républicain international (International Republican Institute) de mars à avril 2017. Après une analyse documentaire approfondie de la littérature sur les questions liées à la démocratie, la bonne gouvernance et l'état de droit, ainsi que des consultations effectuées par les membres de l'équipe de recherche du Nkafu Policy Institute sur les réalités du Cameroun et les besoins supplémentaires du pays, une liste de 69 questions à choix multiples a été finalisée. Ce questionnaire couvrait un éventail de questions telles que la démographie, la prestation de services publics, les institutions gouvernementales et le processus démocratique, les élections, la participation politique, l'état de droit et les habitudes de communication. Le questionnaire a été initialement rédigé en anglais puis traduit en français par des traducteurs professionnels afin de faciliter sa bonne administration dans les deux langues officielles du Cameroun.

Outil/Technique d'administration

L'enquête a été directement administrée aux répondants via une plate-forme appelée KoBo Toolbox. Développé et administré par l'Initiative humanitaire de Harvard, Kobo Toolbox permet d'administrer des enquêtes structurées en mode hors connexion, avec des données téléchargées et synthétisées automatiquement par l'utilisateur. Bien que KoBo Toolbox autorise les entrées Web et mobiles, cette enquête a exclusivement utilisé le format d'entrée mobile pour éviter les biais d'échantillonnage volontaire. Nous avons utilisé une application dédiée, appelée Kobo Collect, installée dans des tablettes Android acquises explicitement à cette fin.

Intervieweurs

Dix enquêteurs possédant des connaissances et une vaste expérience des techniques de collecte de données sur le terrain ont été recrutés pour mener l'enquête dans chacune des dix régions du pays. Le processus de sélection a été effectué pour s'assurer que les enquêteurs maîtrisaient la géographie et les coutumes des régions respectives qu'ils devaient couvrir.

Tous les enquêteurs ont suivi une formation intensive de deux jours au siège de la fondation à Yaoundé pour les familiariser avec les objectifs de recherche spécifiques et actualiser leurs idées en matière de méthodes d'échantillonnage et d'interview. En outre, les intervieweurs ont également reçu des instructions contenant une description générale du projet, le questionnaire, la méthode de sélection des adresses pour les entretiens, la méthode de sélection des répondants et la courtoisie en matière de communication. Enfin, l'ensemble du questionnaire numérique a été examiné et testé conjointement et des questions importantes pouvant survenir sur le terrain ont été discutées.

Échantillon

Pour ce sondage, 2 024 personnes ont été interrogées à travers les dix régions du pays. Elles habitent dans les zones urbaines et rurales de chaque région. Les participants à cette enquête étaient des citoyens camerounais en âge de voter résidant actuellement dans le pays.

Dans la mise en œuvre, le statisticien-consultant a défini à l'avance les lieux d'échantillonnage et le nombre d'unités d'échantillonnage pour chaque lieu en fonction des données démographiques et du choix des adresses. Par contre, la sélection des ménages et des individus en âge de voter s'est faite de manière aléatoire par les enquêteurs sur la base des instructions énumérées par le statisticien-consultant.

Enfin, les données du sondage ont été utilisées pour être généralisées à l'échantillon final (la population camerounaise) suivant la répartition par région et par sexe. Ainsi, avec une population estimée à 21 173 237 habitants et un intervalle de confiance de 95%, la marge d'erreur est de 3%.

Analyse des données

Au niveau de l'analyse, les données recueillies grâce à l'outil de collecte KoBo Toolbox ont d'abord été téléchargées dans un tableur Excel où un premier traitement a été effectué. Les données ont ensuite été importées dans le logiciel Stata/MP version 13 pour un traitement supplémentaire et un contrôle logique. En rappel, Stata/MP est une version du logiciel Stata et présente la particularité d'être exécuté sur des ordinateurs multiprocesseurs. Toutes les analyses ont été effectuées sur Stata 13. Par ailleurs, les données, le livre de codes et les commandes ont été remis à la Fondation. Au terme de ce traitement, la distribution de l'échantillon a été dessinée pour correspondre à la répartition de la population nationale ainsi qu'il suit:

Table 1. Répartition régionale des enquêtés.

Region	Pourcentage total de la population	Nombre d'enquêtés
Adamaoua	5.35	60
Centre	18.51	210
Est	3.89	44
Extrême Nord	17.96	203
Littoral	14.99	169
Nord	10.92	123
Nord Ouest	8.98	101
Sud	3.50	41
Sud Ouest	7.00	79
Ouest	8.81	100
Total	1,130	100%

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

DÉMOGRAPHIE

La majorité des répondants étaient des hommes, représentant 51,15% de l'échantillon total, les femmes représentant 48,85%. 63,09% des répondants avaient entre 20 et 35 ans, 32,03% entre 35 et 60 ans et les 4,88% restants étaient âgés de plus de 60 ans. Une majorité (35,94%) s'est identifiée comme chrétienne (catholique), suivie par les protestants (26,35%), les Musulmans (18,10%), autres (9,85%), pentecôtistes (6,48%) et religions traditionnelles autochtones (3,28%). 33,75% des répondants sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un GCE, alors que 22,44% sont diplômés de l'enseignement primaire, 10,77% sont diplômés du d'une licence ou d'un diplôme équivalent du troisième cycle, 3,56% disposent d'une éducation religieuse / coranique, 1,47% possèdent le doctorat.

En termes d'emploi, 39,05% se disent indépendants, 30,52% sont au chômage, 16,25% dans le secteur privé et 14,18% travaillent dans la fonction publique. Parmi ceux qui ont divulgué leur revenu mensuel, 28,80% gagnent moins de 25 000; 34,80% gagnent entre 25 000 et 75 000 FCFA; 11,16% gagnent entre 200 000 et 500 000 FCFA par mois, et seulement 0,94% gagnent plus de 500 000 FCFA par mois.

L'ÉCONOMIE

Lorsqu'on leur demande de décrire la situation économique actuelle du pays, une grande majorité (79,1%) de Camerounais la considère comme mauvaise ou très mauvaise, tandis que 16,82% seulement la considèrent comme bonne ou très bonne. Quatre-vingt-dix pour cent (90%) des personnes ayant les revenus les plus élevés (plus de 500 000 FCFA par mois) pensent que la situation économique actuelle est mauvaise ou très mauvaise. Parmi les personnes ayant le moins de revenus (gagnant moins de 25 000 par mois), 81,11% pensent que la situation est mauvaise ou très mauvaise.

Au niveau de la première priorité économique, 30,4% pensent que les infrastructures générales (routes, voies ferrées, ponts, eau, etc.) devraient être la première priorité. 27,6% pensent que les équipements sociaux (soins de santé, éducation, logement, etc.) devraient être la priorité absolue; 22,6% pensent que la sécurité (criminalité, conflit, violence) devrait être la priorité absolue, tandis que 18,6% considèrent l'emploi, les prix et les revenus comme une priorité absolue.

Tableau 2. La liste des priorités des Camerounais

Priorités	Pourcentage des enquêtés	Classement par priorité
Infrastructure: routes, électricité, ponts, télécommunications, eau, rail, ports, etc	30.4%	1
Besoin sociaux: Santé, Education, Habitat, Allocations familiales etc	27.6%	2
Sécurité: conflits, crimes, violence, etc	22.6%	3
Economie: emploi, prix, revenu, etc	18.6%	4

Lorsqu'on leur a demandé de revenir sur leur situation économique personnelle il y a un an, 46,37% des personnes interrogées ont déclaré que leur situation économique personnelle s'était détériorée, 13,65% ont déclaré qu'elle s'était améliorée et 37,23% que les choses étaient restées inchangées. Parmi ceux qui disent que leur situation s'est améliorée au cours de la dernière année, 50% sont ceux qui gagnent 500 000 FCFA et plus; 17,65% gagnent entre 200 000 et 500 000 FCFA par mois; 14,34% gagnent entre 75 000 et 200 000 FCFA par mois; 15,09% de ceux gagnant entre 25 000 et 75 000 FCFA et 11,07% de ceux gagnant moins de 25 000 FCFA par mois. Ce même groupe, ceux qui ont le moins de revenus, semble avoir été le plus durement touché: 51,47% des personnes interrogées ont déclaré que leur situation économique s'était détériorée au cours de la dernière année. Seulement 20% de celles du groupe des revenus les plus élevés ont déclaré que leur situation s'était détériorée. En ce qui concerne le niveau de vie actuel de leur ménage, 58,6% des personnes interrogées ont déclaré qu'il était mauvais ou très mauvais, tandis que 38,21% ont déclaré qu'il était bon ou très bon.

Lorsqu'on leur a demandé quelle proportion du revenu des ménages était consacrée à des produits de première nécessité, tels que la nourriture, le vêtement et le logement, 14,84% des personnes interrogées ont déclaré que de 0 à 10% de leur revenu était consacré à ces produits de base; 43,59% des répondants consacrent entre 10 et 40% de leurs revenus aux nécessités de base; 27,11% des répondants consacrent entre 40 et 70% de leur revenu à ces besoins et 14,47% des répondants consacrent plus de 70% de leur revenu à leurs besoins essentiels.

Pour les dépenses en équipements sociaux (éducation, soins de santé, etc.), 25,88% des répondants déclarent dépenser entre 0 et 10% du revenu du ménage, 44,64% déclarent dépenser entre 10 et 40%, 22,09% déclarent dépenser entre 40 et 70%; et 7,39% déclarent dépenser plus de 70% en services sociaux.

INSTITUTIONS, GOUVERNANCE ET PERCEPTION DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

Préoccupations générales et prestation de services publics.

77,06% des répondants affirment que dans l'ensemble, les choses vont mal dans le pays. Ce sentiment est plus partagé par les hommes que par les femmes: 79,41% des hommes ont déclaré que le pays se dirigeait dans la mauvaise direction contre 74,59% des femmes. Seulement 14,88% de la population pense que le pays se dirige dans la bonne direction, les 8,06% restants déclarant qu'ils ne le savent pas.

Lorsqu'on leur demande quel devrait être le domaine prioritaire pour le gouvernement, une pluralité de répondants proposent une infrastructure générale (49,47%), suivie des niveaux de sécurité à 39,56%. La qualité des services de santé arrive en troisième position avec 22,14% et l'économie en dernière position avec 18,73%. Les femmes placent toutefois les équipements sociaux en tête avec 30,42%.

Sur l'état des infrastructures routières au Cameroun, une écrasante majorité (90%) des personnes interrogées pensent que les infrastructures routières sont mauvaises ou très mauvaises, avec seulement 8,23 personnes déclarant que les routes sont bonnes ou très bonnes. Les hommes et les femmes partagent ce sentiment dans une proportion presque égale avec 88,77% de femmes et 91,17% d'hommes déclarant que l'infrastructure routière est mauvaise ou très mauvaise.

87,54% des répondants déclarent avoir accès à l'électricité chez eux (87,43% des femmes et 87,65% des hommes). Parmi ceux-ci, 38,06% décrivent la stabilité de leur approvisionnement en électricité comme mauvaise ou très mauvaise, tandis que 61,64% décrivent la stabilité de leur approvisionnement en électricité comme étant bonne ou très bonne.

53,78% des personnes interrogées déclarent avoir accès à de l'eau potable à la maison, avec une proportion égale de femmes et d'hommes. Parmi ceux-ci, 48,61% décrivent la qualité de l'eau dans leur maison comme mauvaise ou très mauvaise, tandis que la moitié (50%) la décrit comme bonne ou très bonne. Interrogés sur la stabilité de l'approvisionnement en eau chez eux, 41,28% des répondants la qualifient de bonne ou très bonne, tandis que 57,73% la qualifient de mauvaise ou très mauvaise. Pour les 46,22 personnes interrogées qui déclarent ne pas avoir accès à de l'eau potable à la maison, 22,00% tirent leur eau du robinet d'un voisin, 19,06% d'un ongle public / communautaire, 12,77% se procurant un cours d'eau, 8,25% d'un puits et les 37,92% restants déclarent avoir de l'eau d'autres sources. Interrogés sur la qualité de l'eau qu'ils obtiennent de ces sources, 45,76 personnes le décrivent comme étant mauvais ou très mauvais, tandis que 49,9% le décrivent comme étant bon ou très bon.

Une écrasante majorité des personnes interrogées ont accès au réseau cellulaire (90,29%), ce qui est presque le même chez les hommes et les femmes. Parmi ceux-ci, 74,01 décrivent leur connectivité comme bonne ou très bonne, tandis que 25,49 la décrivent comme mauvaise ou très mauvaise. 65,63% des Camerounais qualifient de mauvaise ou très mauvaise la qualité des services de santé, contre 31,27% pour qui les services de santé sont bons ou très bons. 54,26% des Camerounais décrivent la qualité de l'éducation dans le pays comme mauvaise

ou très mauvaise, contre 43,16% qui la décrivent comme bonne ou très bonne. Dans le même temps, 2,58% des répondants sont restés silencieux.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire la situation en matière de sécurité dans le pays, la grande majorité (76,55%) l'a décrite comme mauvaise ou très mauvaise, les femmes partageant ce sentiment un peu plus que les hommes: 79,53% contre 73,71%. 21,86% des répondants décrivent la situation comme bonne ou très bonne.

Table 3. Assessment of the quality of services.

Services	Très bien	Bien	Ne sais pas/ Pas de réponse	Mauvais	Très mauvais
Etat des infrastructures routières	0.27	7.96	1.77	40.53	49.47
Stabilité de l'offre en électricité	4.45	57.19	0.30	29.86	8.20
Qualité de l'électricité	3.81	46.19	1.32	36.42	12.25
Stabilité l'offre en eau	4.44	36.84	0.99	42.43	15.30
Qualité de l'eau	2.96	46.94	4.34	34.71	11.05
Réseau de communication	11.07	62.94	0.49	19.17	6.32
Qualité des services de santé	1.33	29.94	3.14	31.75	33.88
Qualité de l'éducation	2.22	40.94	2.58	36.68	17.58
Niveau de sécurité	1.24	20.62	1.59	36.99	39.56

PERCEPTIONS SUR LA DÉMOCRATIE, LA CORRUPTION ET LES INSTITUTIONS.

Asked about the relative ease with which it should be possible to amend the constitution of Interrogés sur la facilité relative avec laquelle il devrait être possible d'amender la constitution du Cameroun, 51,91% des personnes interrogées pensent qu'il devrait être difficile ou très difficile d'amender. En revanche, 33,45% des répondants estiment qu'il devrait être facile ou très facile de le modifier. Nous constatons un écart important entre les sexes ici, avec encore

plus de femmes (53,62% déclarant que la constitution devrait être difficile ou très difficile à modifier, contre 50,26% pour les hommes).

Lorsqu'on leur demande de choisir entre démocratie et prospérité, une légère majorité (50,85%) dit préférer la démocratie, tandis que 45,05% déclarent préférer la prospérité. Cependant, les femmes ont une préférence plus grande pour la prospérité que la démocratie (49,09% contre 46,00%), tandis que les hommes ont une préférence bien plus grande pour la démocratie que pour la prospérité (55,52% contre 41,16%)

Interrogés sur les progrès réalisés dans le processus démocratique au cours des deux dernières années, 47,37% des personnes interrogées pensent que la situation a empiré, 34,7% déclarant que les choses sont restées inchangées. Seulement 10,35% des personnes interrogées pensent que le processus démocratique s'est amélioré au cours des deux dernières années. Ces sentiments sont partagés presque de la même façon entre les groupes de genre.

Les répondants ont également été interrogés sur leur perception des différents organes du gouvernement, des institutions de l'État et des niveaux de gouvernement. Leurs réponses sont résumées dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 4: Perception des Institutions et du travail gouvernemental

Entité	Très Bien	Bien	Ne sais pas/Pas de réponse	Mauvais	Très mauvais
Gouvernement	0.71	16.93	6.65	45.21	30.50
Assemblée Nationale	1.06	16.31	11.17	38.03	33.42
Sénat	0.62	14.48	19.18	34.01	31.71
Conseil Constitutionnel	0.89	16.40	30.59	29.61	22.52
Court Supreme	0.98	18.15	23.40	31.85	25.62
Administrations régionales	1.51	30.14	13.03	34.57	20.74
Mairies/ Délégués du gouvernement	5.24	29.37	8.25	32.30	24.84

Interrogés pour savoir s'ils soutiendraient plus d'autonomie et de pouvoir pour les régions ou si le gouvernement central à Yaoundé prenait en charge le pouvoir et la prise de décision centralisés, les répondants ont déclaré qu'ils soutiendraient davantage d'autonomie pour les régions, avec 82,55% des répondants partageant ce point de vue contre 10,77% qui

soutiennent le pouvoir centralisé à Yaoundé. Les anglophones sont encore plus critiques à ce sujet: plus de 96,55% des répondants anglophones ont déclaré préférer une plus grande autonomie des régions contre 78,26% des francophones.

Interrogés sur le point de savoir si les administrateurs régionaux et locaux, tels que les gouverneurs, devraient être élus par les citoyens ou nommés par le chef de l'État, 82,17% des répondants ont répondu qu'ils devraient être élus par les citoyens, tandis que 11,14% pensent qu'ils devraient être nommés par le Président. Encore une fois, les anglophones plus que les francophones soutiennent l'idée que les administrateurs locaux et régionaux devraient être élus par les citoyens: 93,10% contre 78,86%.

Corruption et corruption

Entretien réalisé au cours des trois derniers mois sur des pots-de-vin et de la corruption dans les systèmes judiciaire et policier officiels afin de déterminer s'ils avaient ou non donné de l'argent, des biens ou des services à un policier ou à un gendarme ou à un magistrat (juge, procureur ou tout autre fonctionnaire judiciaire), en échange d'un service qui, selon vous, devrait être fourni gratuitement. Heureusement, 76,07% des Camerounais attestent qu'ils n'ont plus été victimes ou auteurs d'une pratique de corruption, alors que 23,93% seulement reconnaissent en faire partie pour la justice et avec la police.

SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2018

Les élections présidentielles de 2018 sont prévues pour le 7 octobre. Le Nkafu Policy Institute a cherché à étudier les préférences des candidats camerounais adultes en âge de voter. 65,36% des personnes interrogées ont déclaré s'être inscrites pour voter avec plus d'hommes (70,10%) que de femmes (60,44%). En ce qui concerne les dernières élections présidentielles en 2011, 46,54% déclarent avoir voté. Les associations de sexe et d'âge n'étaient pas statistiquement significatives. Pour les prochaines élections, 54,13% sont très susceptibles ou plutôt susceptibles de voter. En termes de probabilité de voter aux élections, les francophones sont plus susceptibles ou très susceptibles de voter que les anglophones (60,49% contre 32,33%), alors que les anglophones sont peu ou pas susceptibles de voter que les francophones (58% contre 34%).

Lorsqu'on lui a demandé qui voterait pour le président si les élections avaient lieu aujourd'hui, le président en exercice, Paul Biya, est profondément impopulaire et n'a reçu qu'un soutien de 29,82%. Trois candidats de l'opposition se sont distingués et sont de loin les principaux concurrents. Il s'agit de Cabral Libii, âgé de 38 ans, à 11,24%, Maurice Kamto à 12,65% et Joshua Osih à 13,10%. Les autres candidats ont été peu soutenus: Garga Haman Adjii (3,89%), Ndifor Afanwi Franklin (2,21%), Akere Muna (2,12%), Serge Espoir Matomba (0,71%) et Ndam Njoya (0,71%). 23,54% ont choisi de ne pas répondre à cette question. À la question de savoir qui était susceptible de remporter les élections, 58,23% croyaient au président sortant, Paul Biya. 8,05% pour Joshua Osih, 6,81% pour Maurice Kamto et 6,02% pour Cabral Libii.

Compte tenu du contexte politique actuel, l'Institut de politique de Nkafu était intéressé par la probabilité de mener des élections pacifiques. Il est surprenant de constater que la majorité

des Camerounais est préoccupée par les perspectives de violence postélectorale. 49,65% des personnes interrogées pensent que les violences postélectorales sont probables ou plutôt probables.

Tableau 5. Probabilité de la violence post-électorale in Cameroun

Probabilité	20-35	35-60	Au dessus de 60	Total
Très probable	27.12%	18.11%	18.18%	23.80%
Assez probable	27.26%	23.12%	25.45%	25.85%
Ne sais pas / Pas de réponse	15.54%	15.60%	20.00%	15.78%
Assez improbable	14.41%	22.84%	20.00%	17.38%
Très improbable	15.68%	20.33%	16.36%	17.20%

Interrogés sur leur avis concernant la décision du président Biya de se représenter à nouveau, 64,20% sont opposés à un autre mandat. Il n'y avait pas d'associations de genre significatives.

Tableau 6. Opinion sur la candidature du président Biya

Réponse	Pourcentage général	20-35	35-60	+60
Non	64.20%	66.91%	60.67%	53.70%
Oui	35.80%	33.09%	39.33%	46.30%

Cette enquête montre également combien il y a un manque de participation politique du Camerounais dans la politique via l'appareil politique ou les partis politiques. A la question de leurs affiliations politiques, seuls 14,18% des Camerounais déclarent appartenir à des partis politiques, tandis que 85,82% ne sont pas intéressés par un parti politique.

Tableau 7. Participation des Camerounais à la vie des partis politiques

Réponse	Total	Femmes	Hommes	20-35	35-60	+60
No	85.82%	88.32%	83.39%	90.37%	78.33%	76.36%
Yes	14.18%	11.68%	16.61%	9.63%	21.67%	23.64%

L'enquête révèle que 38,74% des personnes qui font déjà partie d'un parti politique n'ont pas de raison particulière de rejoindre le parti. 18,14% sont devenus membres en raison de la plate-forme du parti et des réseaux, tandis que 12,64% sont influencés par le charisme de leurs dirigeants.

Tableau 8. Raisons de l'affiliation des camerounais aux partis politiques

Raison	Total	20-35	35-60	Au-dessus de 60
Ne sais pas/ Pas de réponse	38.74%	42.86%	30.61%	42.59%
Liens familiaux	3.57%	2.52%	5.45%	3.70%
Autre	14.17%	13.95%	14.55%	14.81%
Le leader	8.26%	6.72%	10.91%	9.26%
La plateforme	18.14%	16.64%	20.91%	18.52
Qualité des membres	12.64%	12.10%	14.24%	7.41%
Région d'origine	4.49	5.21%	3.33%	3.70%

Depuis la naissance du multipartisme au Cameroun, il y a eu une prolifération de partis politiques dans le pays, avec plus de 200 partis politiques enregistrés à ce jour. Interrogés sur le nombre idéal de partis politiques dans le pays, 35,63% pensent que le pays devrait avoir autant de partis politiques que possible; 26,45% pensent que les partis politiques devraient être limités à ceux qui sont actuellement représentés au parlement; 31,86% pensent que le pays devrait être limité à deux partis politiques et 6,06% pensent que le pays devrait revenir à un État à parti unique.

Il est également important de comprendre la crise de légitimité au Cameroun entre les élus et le peuple. 81,91% des Camerounais n'ont eu aucune interaction avec le parlementaire représentant leur circonscription au cours de l'année écoulée, alors que seulement 18,09% ont eu une telle opportunité.

Tableau 9. Représentation des interactions entre le peuple et les élus

Réponse	Total	Femmes	Hommes	20-35	35-60	+60
Non	81.91%	85.40%	78.57%	84.42%	78.21%	72.73%
Oui	18.09%	14.60%	21.43%	15.58%	21.79%	27.27%

Dans le même ordre d'idées, 44,80% des personnes interrogées ne souhaitent aucune interaction avec les élus, tandis que 55,20% pensent qu'elles se réjouiraient d'une telle opportunité.

Tableau 10. Disposition des Camerounais à rencontrer leurs élites

Réponse	Total	Femmes	Hommes	20-35	35-60	+60
Non	44.80%	53.13%	36.72%	41.77%	50.57%	49.06%
Oui	55.20%	46.88%	63.28%	58.23%	49.43%	50.94%

Une majorité (70,91%) souhaiterait que les représentants élus tiennent des réunions régulières avec leurs électeurs.

Tableau 11. Forme privilégiée d'interaction avec les élites

Forme d'interaction	Pourcentage global	Femmes	Hommes
Appels téléphoniques	2.81%	3.94%	1.99%
Entretien politique	13.22%	12.99%	13.39%
Meeting	70.91%	65.75%	74.64%
Email/SMS	1.82%	1.18%	2.28%
Visite à domicile	11.24%	16.14%	7.69%

Lorsqu'on leur a demandé si les politiciens écoutaient les besoins et les idées de la population, seuls 19,36% des Camerounais étaient d'accord ou plutôt d'accord.

Tableau 12. Pourcentage du gap entre citoyens et élites

Perception	Pourcentage global	20-35	35-60	+60
Fortement d'accord	5.33%	5.93%	4.17%	5.45%
D'accord	14.03%	13.42%	16.11%	7.27%
Ne sais pas	7.19%	8.76%	3.89%	9.09%
Désaccord	34.55%	32.06%	38.89%	40.00%
Fortement en désaccord	38.90%	39.83%	36.94%	38.18%

A PROPOS DU CONFLIT ANGLOPHONE

Invités à donner leur avis sur le contexte de la sécurité dans le pays, la majorité des Camerounais (65,04%) pensent que le conflit anglophone est la plus grande menace à la paix et à la sécurité du pays. Seulement 11,36% pensent que Boko Haram est la menace la plus importante. Il existe une différence de perception majeure entre les anglophones et les francophones. 79,01% des anglophones estiment que la crise est la menace la plus importante, comparativement à seulement 60,95% des francophones.

Tableau 13. Perceptions de l'insécurité au Cameroun

Origine de la menace	Pourcentage global	Femmes	Hommes	Anglophones	Francophones
Fraude électorale	13.21%	9.44%	17.01%	11.07%	13.90%
Conflits intertribaux	5.94%	3.81%	7.99%	4.58%	6.37%
Autre	4.39%	3.27%	5.38%	2.67%	4.87%
Crise Anglophone	65.04%	70.42%	59.90%	79.01%	60.95%
Boko Haram	11.36%	13.07%	9.72%	2.67%	13.90%

En ce qui concerne la préservation d'un Cameroun unifié, 65,80% des Camerounais pensent que la décentralisation est la meilleure solution avec 33,57 personnes pensant que c'est par le biais d'un État fédéral.

Tableau 14. Préférence de la forme de l'Etat

Forme de l'Etat	Pourcentage global	Anglophones	Francophones
Etat centralisé	0.63%	1.92%	0.23%
Décentralisation	65.80%	26.82%	77.63%
Fédération	33.57%	71.26%	22.13%

Si une fédération est acceptée sous la forme d'un État, 46,31% des Camerounais préféreraient avoir une fédération de 10 États; 40,37% préfèrent revenir à la Fédération des deux États conformément à la constitution de 1961. Seulement 13,32% pensent que nous avons besoin de 4 États basés sur la représentation géographique (nord, sud, est et ouest). Remarquablement, 36,60% des francophones préféreraient une fédération à deux États.

Tableau 15. Préférence du nombre d'Etats fédérés

Nombre d'Etats	Pourcentage Global	Femmes	Hommes	Anglophones	Francophones
10 (Etats)	46.31%	40.37%	52.56%	37.40%	49.58%
2 (Etats selon la constitution de 1961)	40.37%	45.44%	35.04%	50.39%	36.69%
4 (base sur les liens ethniques)	13.32%	14.20%	12.39%	12.20%	13.74%

Lorsqu'on leur a demandé comment ils pensaient que le conflit anglophone devrait être résolu, une majorité écrasante (85,49%) pense qu'il devrait être résolu par le dialogue ou la négociation plutôt que 7,84% des personnes qui soutiennent le recours à la force militaire, comme c'est actuellement le cas.

Tableau 16. Préférence du mode de résolution de la crise Anglophone

Mode de résolution	Pourcentage global	Anglophones	Francophones
Autres	6.68%	15.38%	4.07%
Dialogue / Négotiations	85.49%	84.62%	85.71%
Usage de la force	7.84%	0.00%	10.22%

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient être la meilleure solution au conflit anglophone, 60,72% des Camerounais ont mis en place une décentralisation efficace. Il y avait une différence majeure entre francophones et anglophones. Parmi les anglophones, 39,77% étonnants étaient disposés à accepter des entretiens individuels, la meilleure solution étant la séparation / restauration. Cela est particulièrement important car, dans le pays, le fait de préconiser la séparation / la restauration est une infraction de trahison passible de la peine de mort.

Tableau 17. "Meilleure" solution de sorte de la crise Anglophone

Solution	Total	Femmes	Hommes	Anglophones	Francophones
A federation	25.83%	24.45%	27.15%	40.93%	21.31%
Cessation / separation	13.45%	17.83%	9.28%	39.77%	5.50%
Implementation of effective decentralization	60.72%	57.72%	63.57%	19.31%	73.19%

SUR LES MÉDIAS ET L'INFORMATION

À propos de l'utilisation des médias sociaux et de l'accès à l'information, notamment en ce qui concerne les médias nouveaux et traditionnels, les Camerounais obtiennent des nouvelles et des informations de trois (3) sources principales: télévision (47,74%), médias sociaux (22,89%) et radio (18,63%) . Seulement 5,50% lisent des journaux, surtout dans les villes. 70,50% des Camerounais utilisent les médias sociaux très fréquemment: 67,30% par jour; 13,96% une fois par semaine; 4,40% une fois par mois et 13,08% encore moins

souvent. Parmi ces utilisateurs de médias sociaux, 42,12% recherchent des informations, 33,29% restent en contact avec leurs proches, 9,58% pour les divertissements, 5,30% pour des raisons commerciales et seulement 4,92% discutent de la politique en ligne. Parmi eux, une très grande majorité, près de 74% ont confiance en l'information qu'ils reçoivent via les médias sociaux.

La chaîne de télévision préférée des Camerounais est Equinoxe (27,16%), suivie de Canal 2 (23,74%), CRTV (19,60%), Vision 4 (12,95%) et STV (3,87%). On pense qu'Equinoxe est la meilleure chaîne pour rapporter des informations objectives car il est sur le terrain (39,86%), Canal 2 (17,94%), Vision 4 (13,89%), Crtv (12,35%), Stv (3,16%).

Tableau 18. Source d'information des camerounais sur l'actualité du pays

Source d'information	Pourcentage global	Femmes	Hommes	20-35	35-60	>60
Journaux	5.50%	4.17%	6.77%	6.63%	3.88%	1.82%
Autre	5.24%	6.35%	4.17%	4.65%	5.54%	10.91%
Radio	18.63%	16.88%	20.31%	15.94%	21.33%	34.55%
Réseaux sociaux	22.89%	22.14%	23.61%	26.94%	17.73%	5.45%
Television	47.74%	50.45%	45.14%	45.84%	51.52%	47.27%

Table 19. Pourcentage d'utilisation des réseaux sociaux par les camerounais (Whatsapp, Facebook, Twitter, etc).

Réponse	Pourcentage global	Femmes	Hommes	20-35	35-60	+60
Non	29.50%	34.79%	24.43%	21.64%	38.27%	74.55%
Oui	70.50%	65.21%	75.57%	78.36%	61.73%	25.45%

Table 20. Types d'usage des réseaux sociaux par les Camerounais

Activité	Pourcentage Global	Femmes	Hommes
Parler de la politique	4.92%	2.77%	6.71%
Ne sais pas/Pas de réponse	0.88%	0.83%	0.93%
Publicité	9.58%	10.53%	8.80%
S'informer	42.12%	38.78%	44.91%
Autre	3.91%	5.26%	2.78%
Faire des affaires	5.30%	4.71%	5.79%
Echanger avec famille et amis	33.29%	37.12%	30.09%

Table 21. Proportions of lecture de la presse au Cameroun

Fréquence	Pourcentage Global	Femmes	Hommes
Chaque jour	11.43%	8.20%	14.54%
Chaque week-End	18.39%	15.85%	20.84%
Chaque mois	10.71%	10.56%	10.86%
Très rarement	32.77%	31.33%	34.15%
Jamais	24.02%	31.51%	16.81%
Ne sais pas/Pas de réponse	2.68%	2.55%	2.80%

Table 22. Classement des chaines de télévision préférées des Camerounais

Télévision	Total	Femmes	Hommes	20-35	35-60	+60
CRTV	19.60%	19.85%	19.37%	18.45%	21.29%	22.22%
Canal 2	23.74%	25.00%	22.54%	22.46%	26.61%	20.37%
Equinoxe	27.16%	28.68%	25.70%	28.33%	25.21%	25.93%
STV	3.87%	4.04%	3.70%	3.15%	5.32%	3.70%
Vision 4	12.95%	8.46%	17.25%	15.59%	8.40%	9.26%
Autres	12.68%	13.97%	11.44%	12.02%	13.17%	18.52%

CONCLUSION

Ce rapport détaille les résultats d'un sondage d'opinion scientifique mené à l'échelle nationale sur l'état de l'économie, de la gouvernance, des questions de sécurité, de la démocratie et des préférences électorales des Camerounais adultes, réalisé par le Nkafu Policy Institute de la Fondation Denis & Lenora Foretia. Il a été complété avec le soutien du National Endowment for Democracy à Washington DC. L'enquête a montré que le président sortant, Paul Biya, était profondément impopulaire et qu'une large majorité (7 Camerounais sur 10) s'opposait à l'idée qu'il soit candidat à la candidature d'octobre. 7 élections présidentielles.

Trois candidats - Cabral Libii (Parti Universel), Joshua Osih (Front social-démocrate) et Maurice Kamto (Mouvement de la Renaissance camerounaise) sont les leaders en fuite du groupe des 8 candidats de l'opposition. Aucun autre candidat de l'opposition n'enregistre plus de 5% du soutien national. M. Cabral Libii, le plus jeune de tous les candidats à l'élection présidentielle approuvée à 38 ans, a pu rassembler un large soutien malgré un séjour de moins de deux ans en politique. Il est évident que présenter un candidat par consensus parmi deux ou trois des principaux candidats de l'opposition améliorera considérablement leurs chances de gagner aux urnes et de mobiliser la population pour qu'il vote, tout en garantissant une représentation fidèle des préférences des électeurs dans les résultats officiels. Les Camerounais sont véritablement inquiets des perspectives de violences post-électorales et la communauté internationale devrait donc être proactive pour aider à désamorcer les tensions croissantes.

Il n'est pas surprenant que moins de 30% des anglophones interrogés votent lors des prochaines élections en raison du conflit en cours dans les régions anglophones. Il reste à déterminer que des bureaux de vote seront opérationnels dans ces régions. Cela soulève une question clé concernant les résultats des élections: le vainqueur du vote sera-t-il effectivement considéré comme le président des francophones? Telle est la question centrale concernant les élections.

Une nette majorité de Camerounais considère désormais le conflit anglophone comme la plus grande menace pour la sécurité et l'unité du pays. Dans le même esprit, les Camerounais sont fermement opposés au recours à la force militaire et soutiennent, dans une large majorité, le dialogue et les négociations comme moyen de résoudre le conflit. La communauté internationale devrait donc saisir cette occasion pour faire pression sur les différentes factions à la table des négociations. Aujourd'hui, près de 40% des anglophones vivant au Cameroun n'ont pas peur d'appuyer publiquement la séparation ou la restauration comme solution ultime au conflit. Cette évolution devrait être extrêmement préoccupante pour les francophones en particulier et pour

la communauté internationale, car cela indique clairement que ce conflit ne sera pas résolu sans un compromis important.

Une grande majorité de Camerounais aimerait élire leurs administrateurs locaux tels que les gouverneurs. Cependant, en ce qui concerne le système de gouvernement, la plupart des francophones indiquent une préférence pour la «décentralisation efficace» - un système qui permet aux gouverneurs d'être nommés par le président. Il n'est donc pas très clair que les francophones souhaitent vraiment que les gouverneurs soient élus. Ou encore, cela peut aussi indiquer que la plupart des francophones ne veulent pas une décentralisation efficace mais sont très opposés à l'utilisation du mot «fédéralisme» même s'ils accueillent un système de gouvernance fédéral. Seul un dialogue national actif peut combler la plupart de ces différences.

L'enquête a également révélé un profond mécontentement chez les Camerounais en ce qui concerne l'orientation de l'économie et du pays. La pauvreté est généralisée et la plupart des Camerounais souhaitent que les dépenses publiques soient prioritairement affectées aux infrastructures et aux services sociaux les plus importants. La guerre en cours dans les régions anglophones, plutôt que la recherche d'un résultat négocié pacifique, garantira que les ressources continuent d'être affectées en priorité au secteur de la sécurité. La durabilité d'une telle priorité suscite de réelles inquiétudes. Il est donc très important que les Camerounais, avec le ferme soutien des partenaires internationaux, tiennent le gouvernement pour responsable.

L'enquête, en termes très simplistes, montre une société en profonde décadence, sans orientation et très peu d'accord sur les processus les plus élémentaires. Il est à craindre que les tensions croissantes entre les communautés et les divers acteurs politiques ne dégénèrent en soulèvements populaires alors que les normes sociales continuent de s'éroder. Dans la perspective de cette élection présidentielle, il est indispensable de renforcer la participation de la communauté internationale. Il serait profondément regrettable que les élections présidentielles du 7 octobre soient une nouvelle catastrophe pour le pays. Des mesures énergiques doivent être prises pour éviter cette possibilité réelle. Nous aspirons vivement à un nouveau consensus parmi les Camerounais, à un nouveau départ.

ANNEXE A: CARTE RÉGIONALE



 Extrême Nord

 Nord

 Adamaoua

 Est

 Sud

 Centre

 Littoral

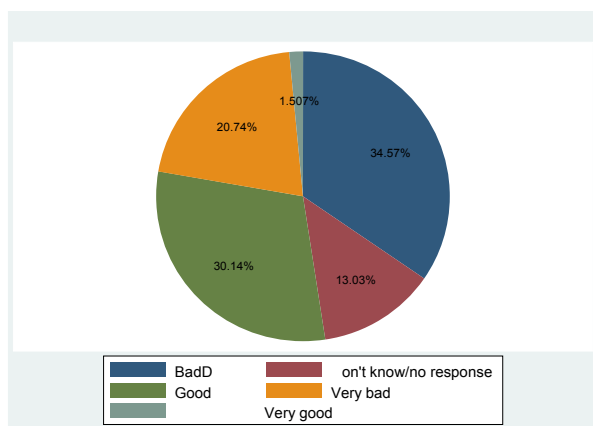
 Sud Ouest

 Nord Ouest

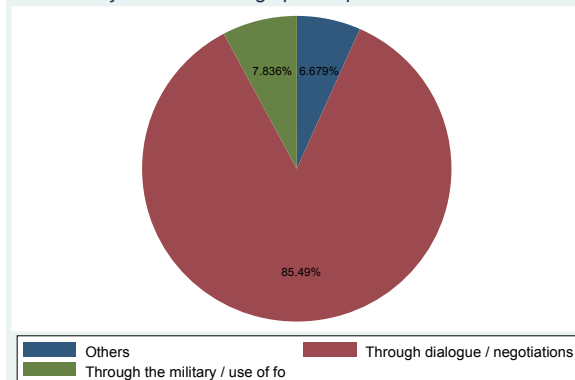
 Est

ANNEXE B: REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES RÉSULTATS

How would you rate the performance of your regional administration headed by the governor??

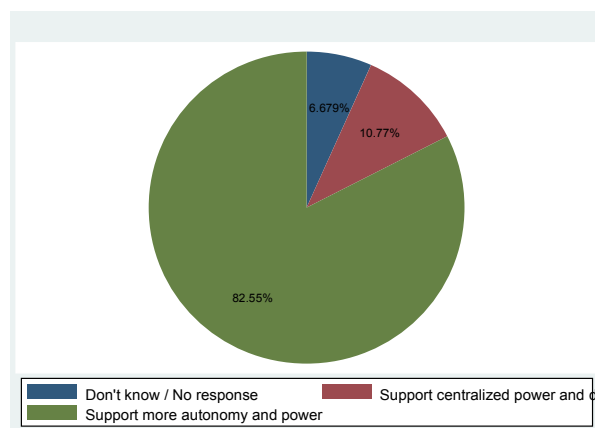
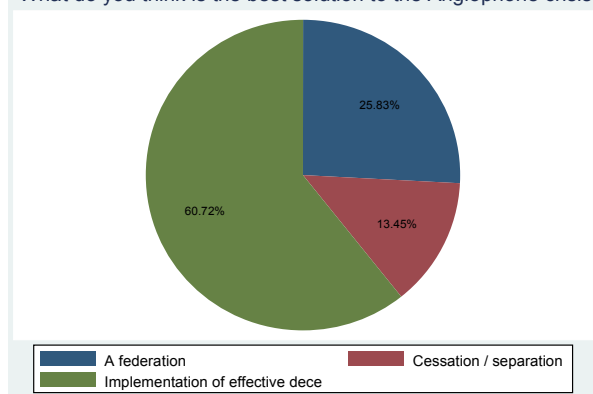


How do you think the Anglophone problem can be settled?

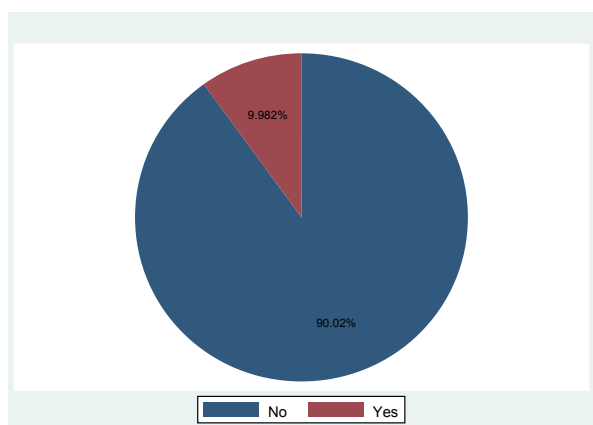


Based on your assessment of the current state of affairs in the country, would you say you

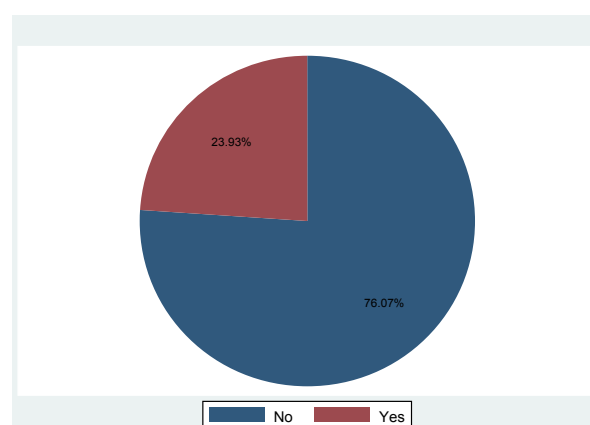
What do you think is the best solution to the Anglophone crisis



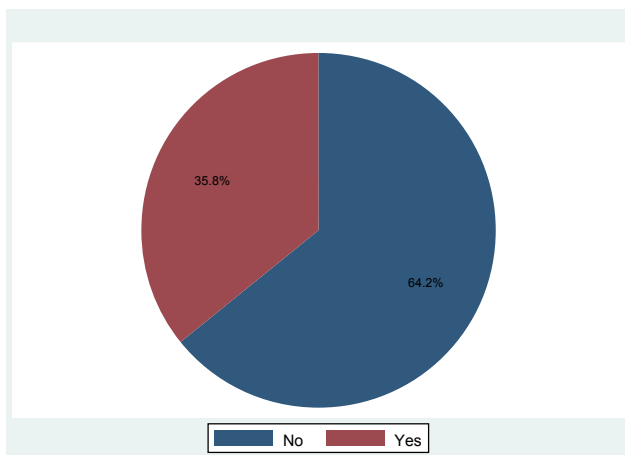
In the last three months, did you give any money, good or provide a service to a judicial officer (judge, public prosecutor or any court official) in exchange for a service you believe should be provided free of charge?



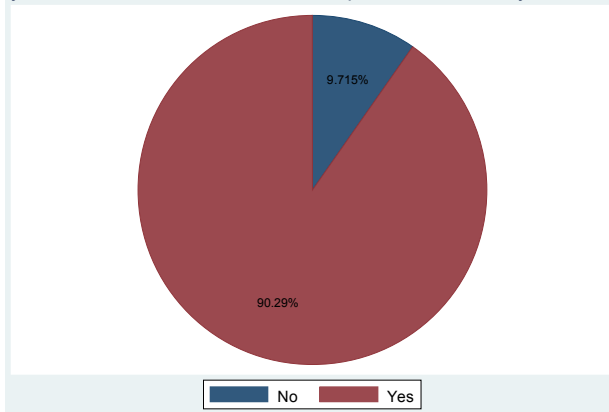
In the last three months, did you give money, goods or provide service to a police or gendarme officer in exchange for a service you believe should be provided free of charge?



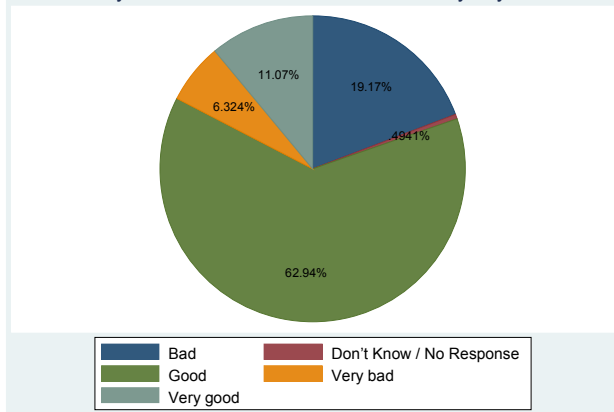
Do you think the president should present his candidacy for the next presidential elections?



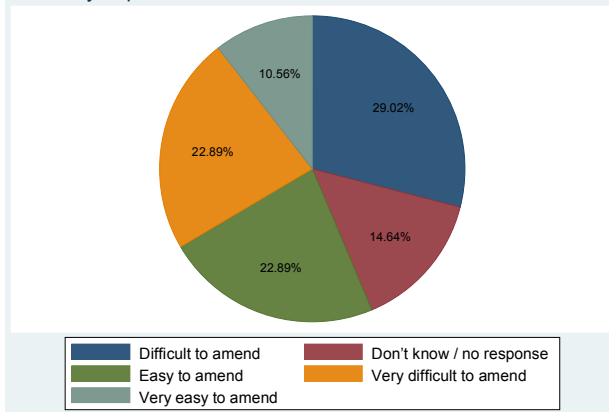
Do you have access to the cellular telephone network in your area?



How would you describe the cellular connectivity in your area?

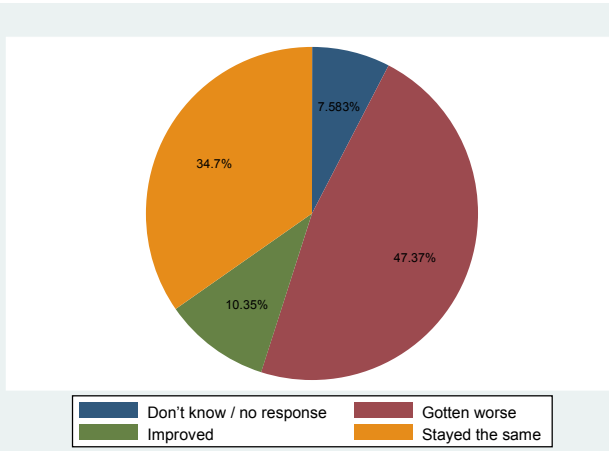
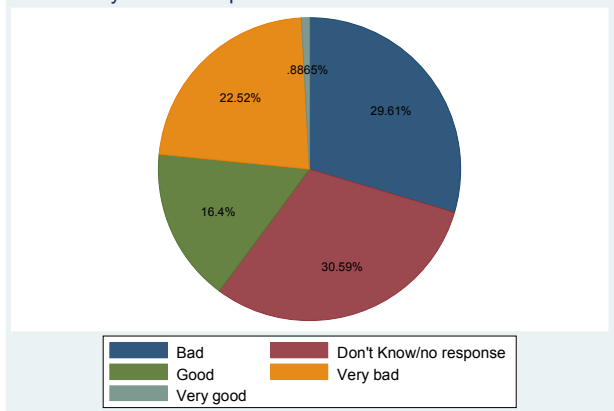


Would you prefer that in Cameroon, the constitution should be

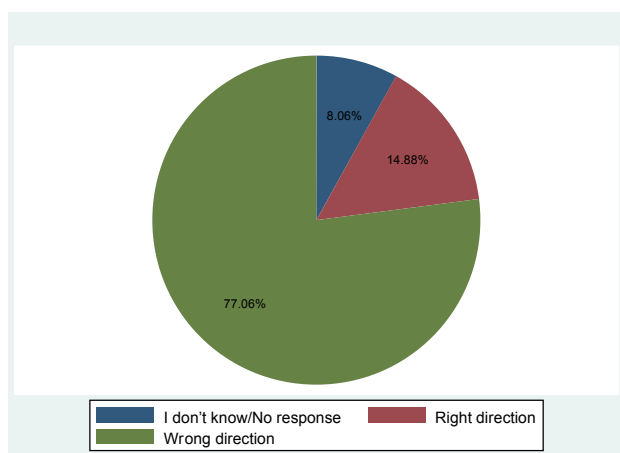


When it comes to the democratic process in Cameroon over the last two years, would you say things have

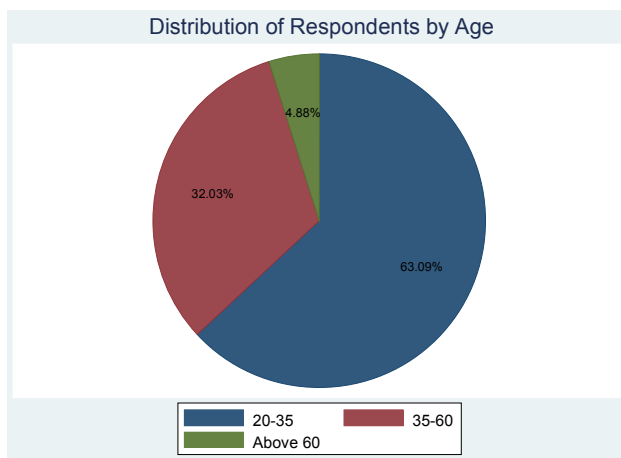
How would you rate the performance of the constitutional council?



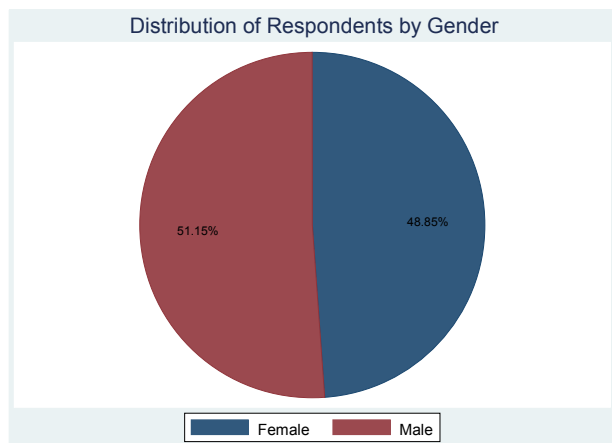
In general, would you say things in the country are headed in the right or wrong direction?



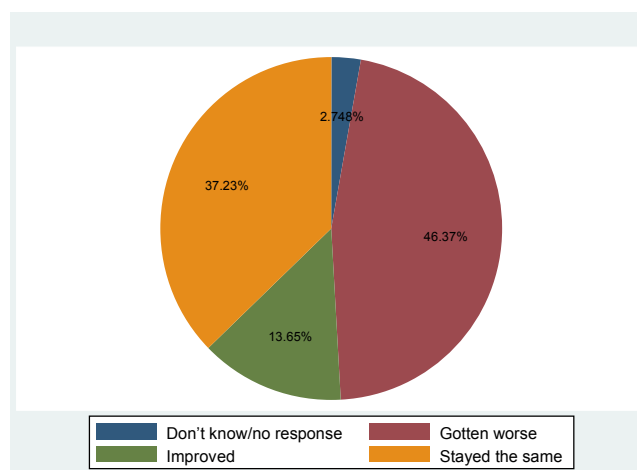
Distribution of Respondents by Age



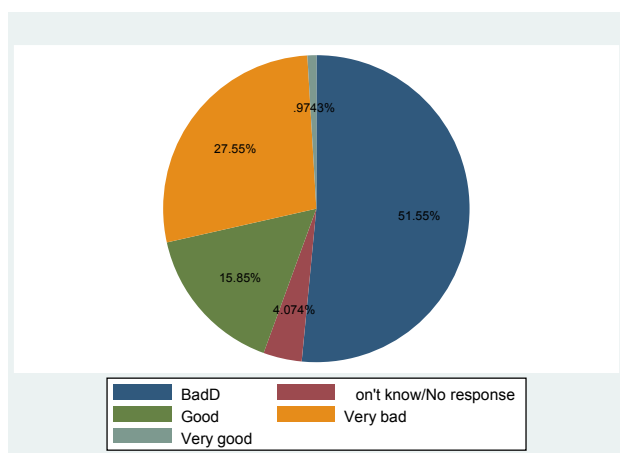
Distribution of Respondents by Gender



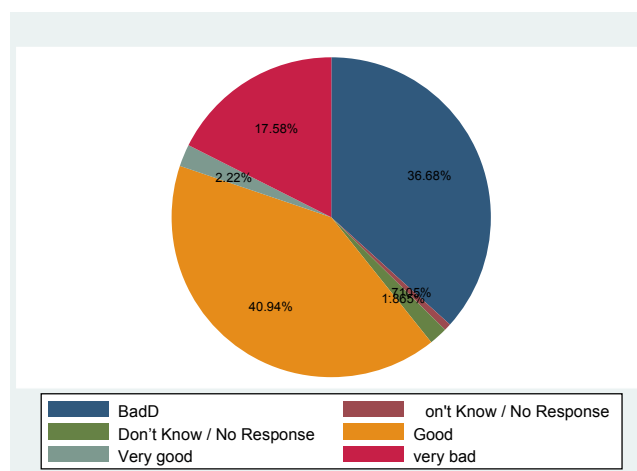
Thinking back to your economic situation a year ago, would you say that at the moment, your situation has:



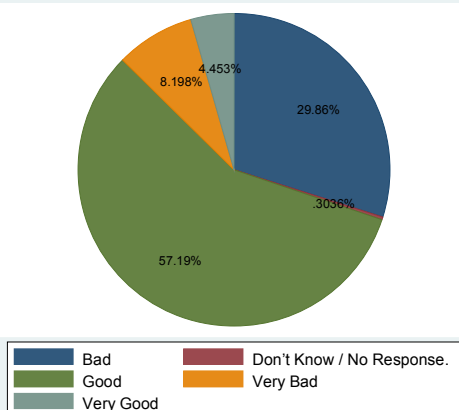
How would you describe the current economic situation in the country?



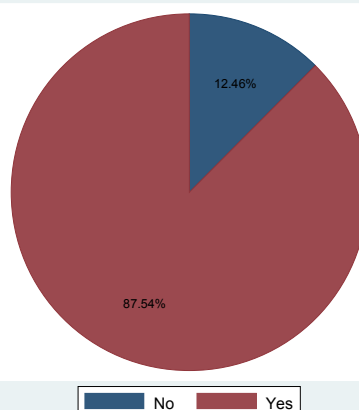
How would you describe the state of the education sector in Cameroon?



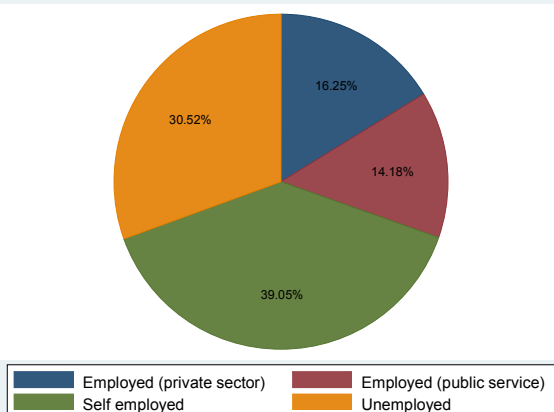
Do you have access to electricity in your residence?



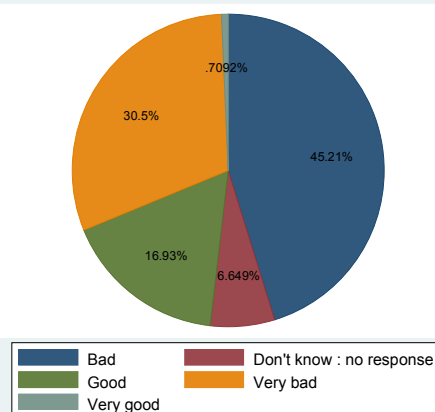
Do you have access to electricity in your residence?



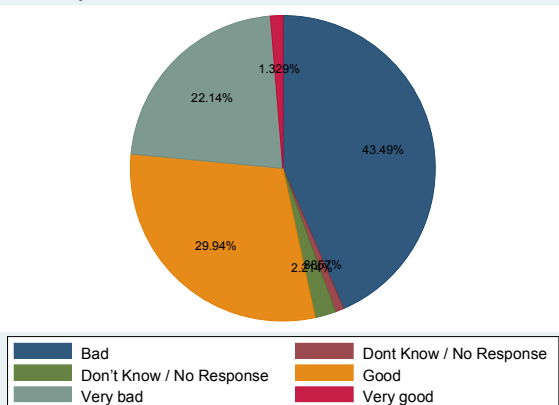
Distribution of Respondents by employment status



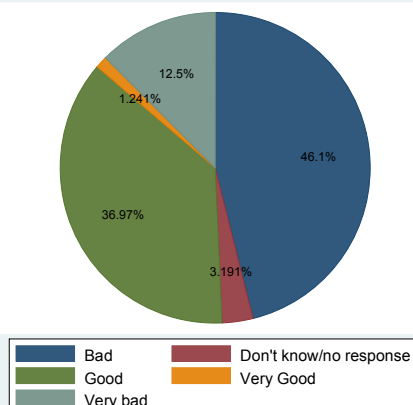
How would you rate the performance of the central government?

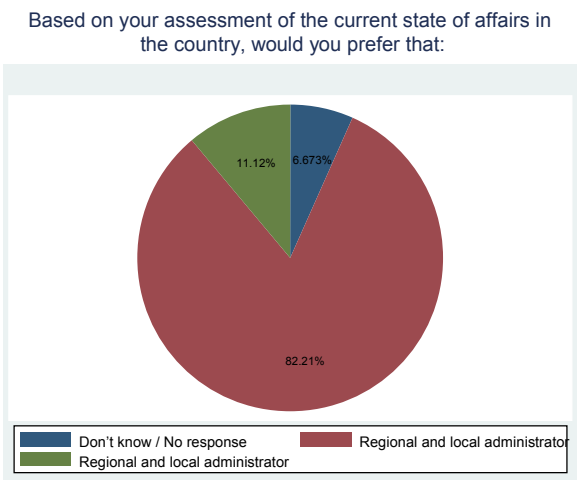
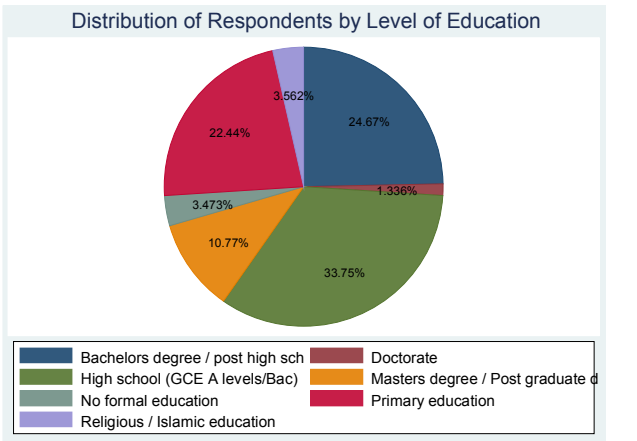
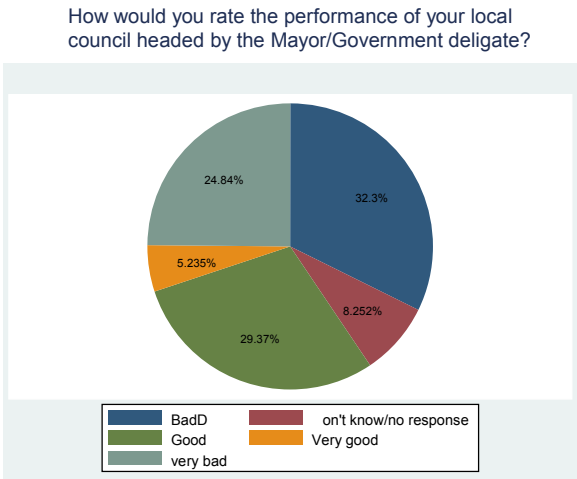
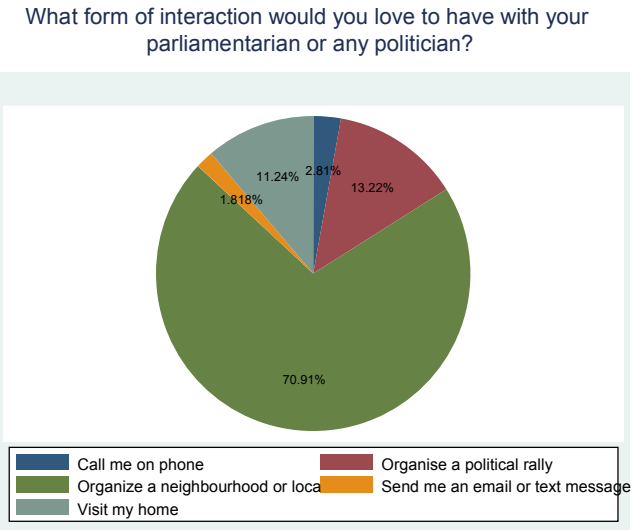
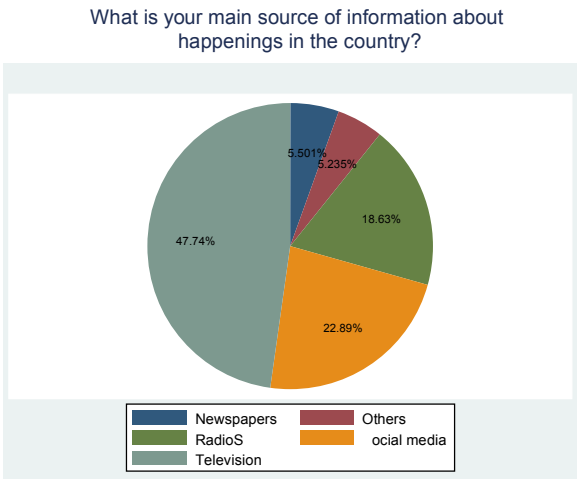
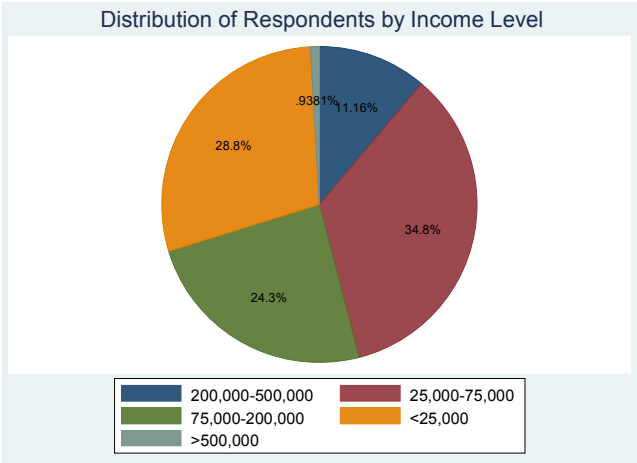


How would you describe the state of health services in Cameroon?

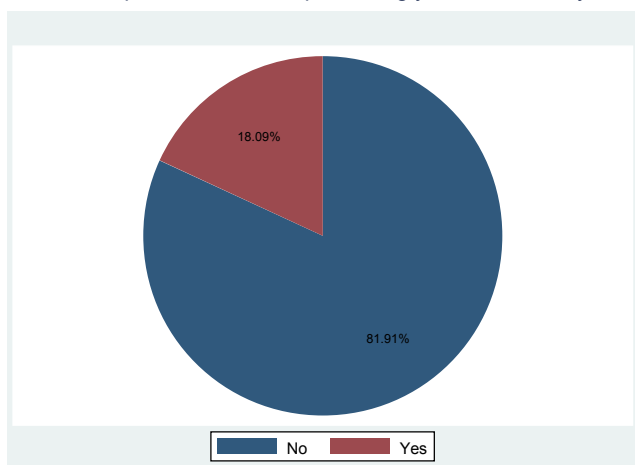


How do you describe your household's current standard of living?

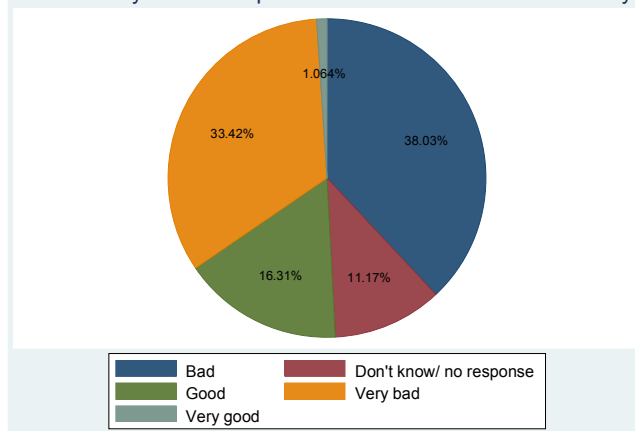




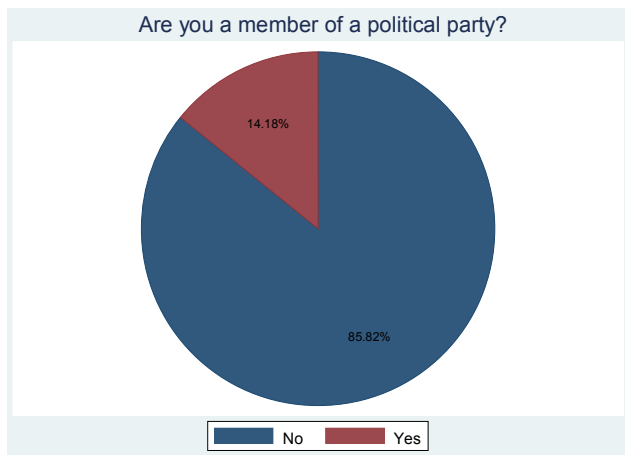
Have you in the past year had any interaction with the parliamentarian representing your constituency?



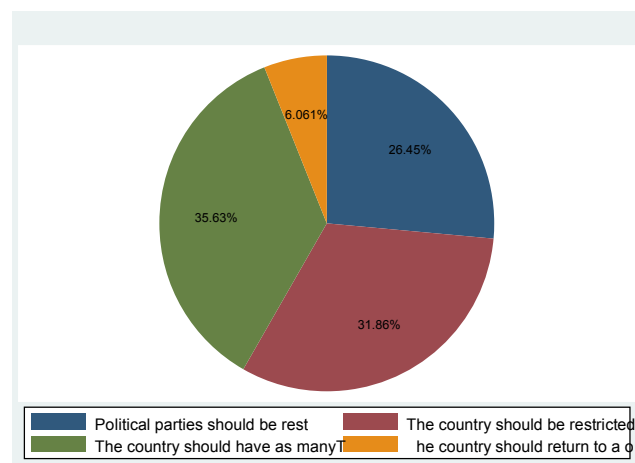
How would you rate the performance of the national assembly?



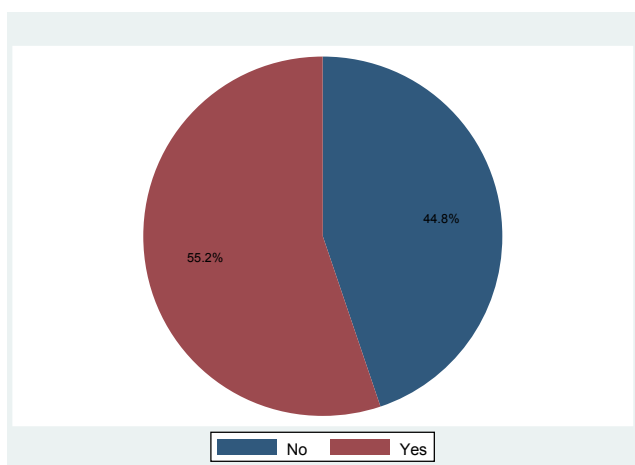
Are you a member of a political party?



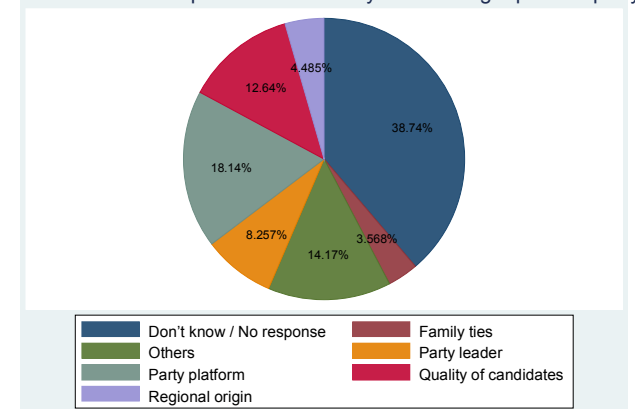
Since the birth of multiparty politics in Cameroon, there has been a proliferation of political parties in the country, with more than 200 political parties currently registered. In your opinion, do you think:



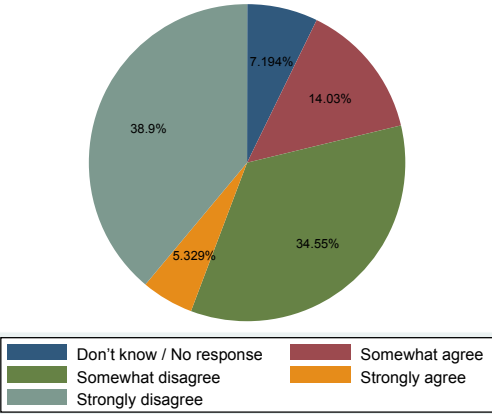
Going forward, would you welcome any interactions with a parliamentarian or political party?



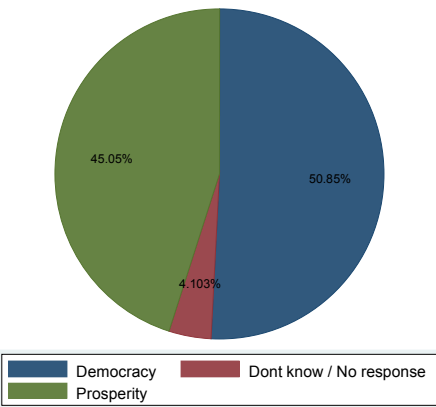
What is the most important reason for you choosing a political party?



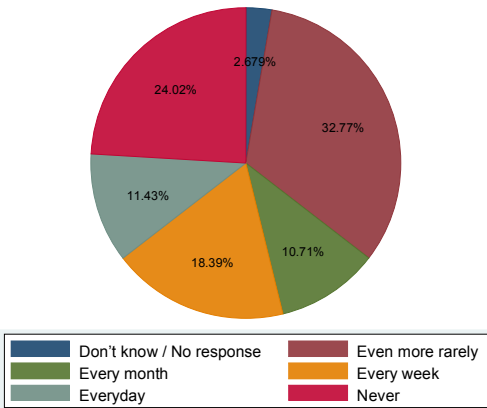
Would you agree that Cameroonian politicians listen to the needs and ideas of the people?



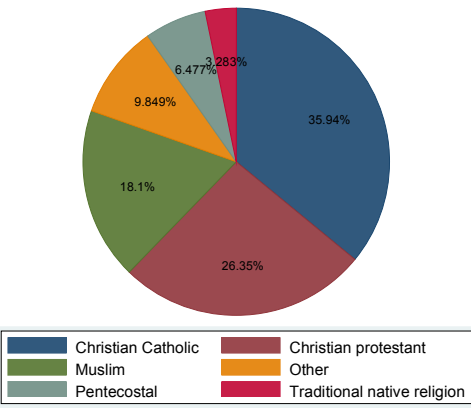
If you could only have one, would you prefer



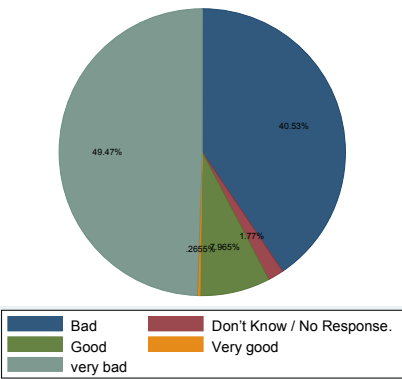
How often do you read news magazines, journals or newspapers?



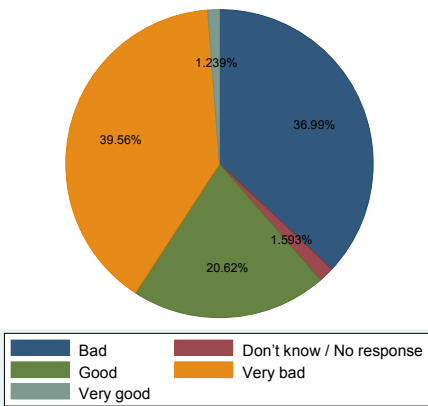
Distribution of Respondents by Religious Affiliation



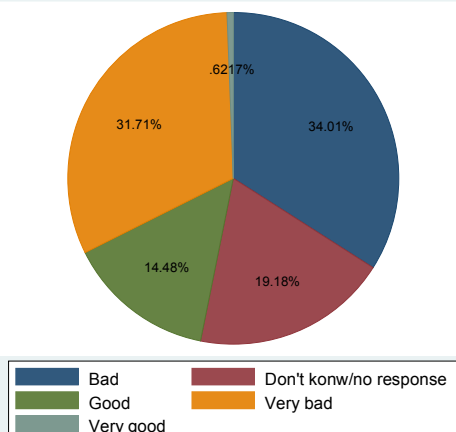
How would you describe the state of road infrastructure in the country?



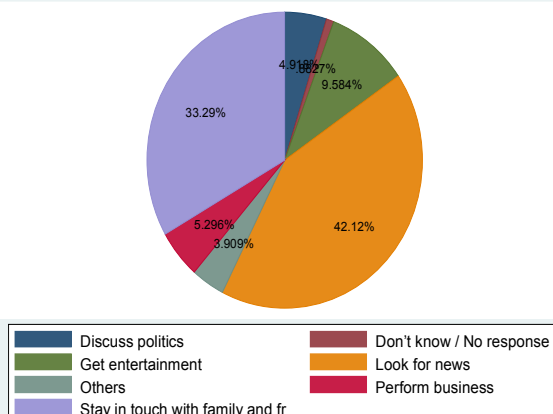
How would you describe the security situation of the country?



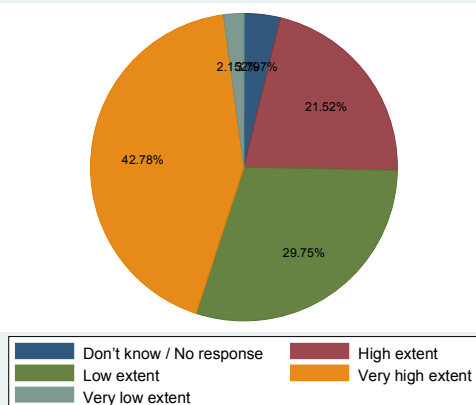
How would you rate the performance of the Senate?



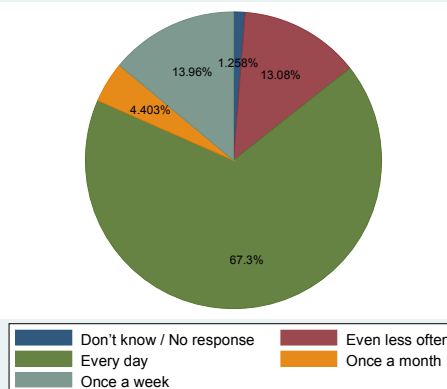
What would you say you do most on social media?



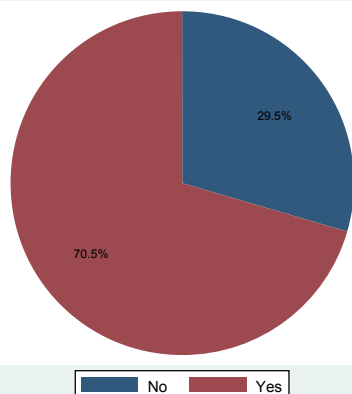
To what extent do you trust the information you get from social media?



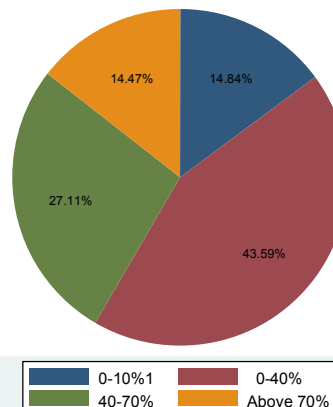
How often do you use social media?



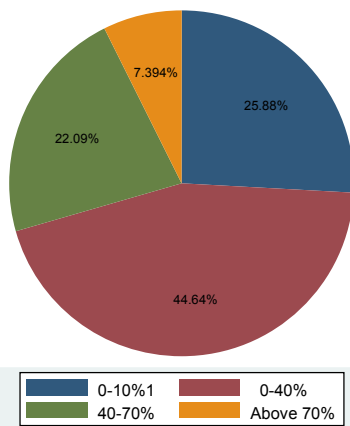
Do you use any form of social media (Whatsapp, Facebook, Twitter, etc)?



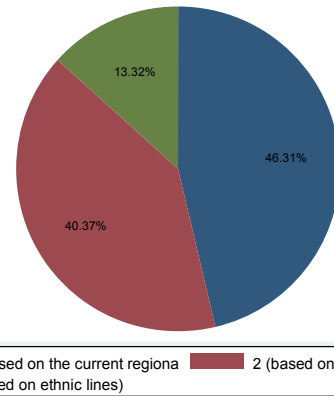
What proportion of your household income would you say is spent on basic necessities like food, clothing and housing?



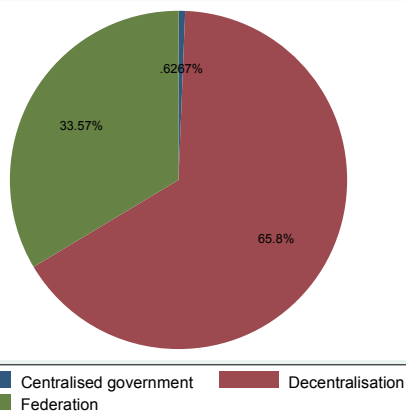
What proportion of your family income is spent on social amenities (education, healthcare)?



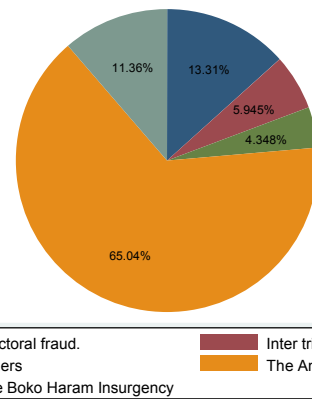
Suppose a federation is to be chosen as form of state, how many federal states would you prefer the country to have?



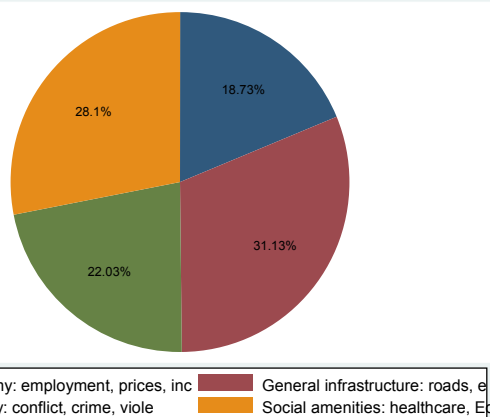
In terms of preserving a unified Cameroon, which form of state would you prefer?



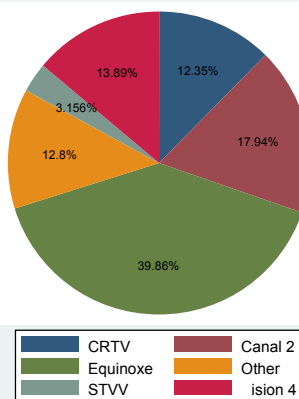
What do you think is the greatest threat to peace and security in Cameroon?



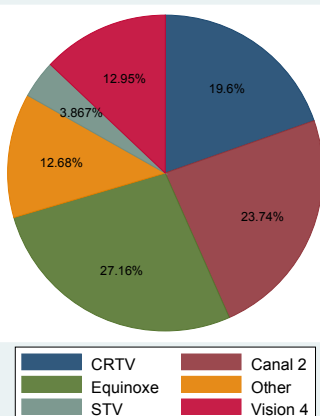
In general, would you say things in the country are headed in the right or wrong direction?



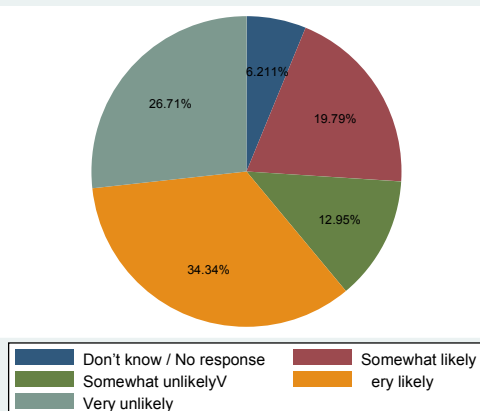
Which national TV station in your opinion best reports news as it is on the ground?



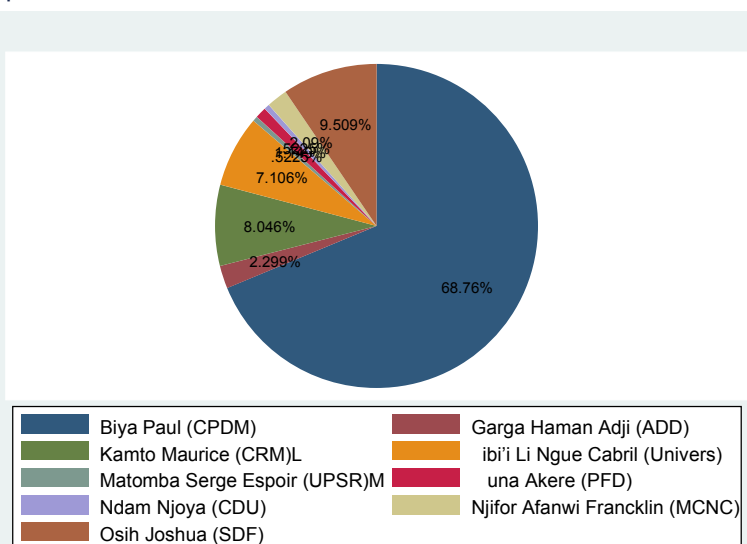
Which National TV stations do you watch regularly?



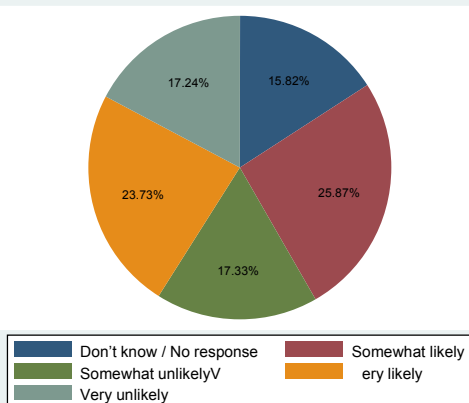
How likely, if at all, are you to vote in the 2018 presidential elections?



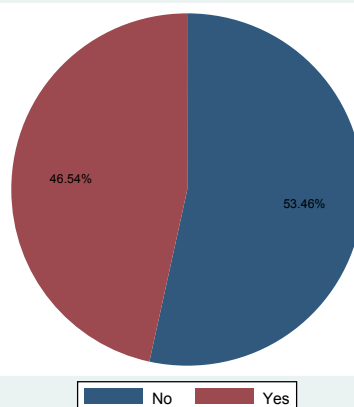
Who do you think is most likely to win the upcoming presidential elections?



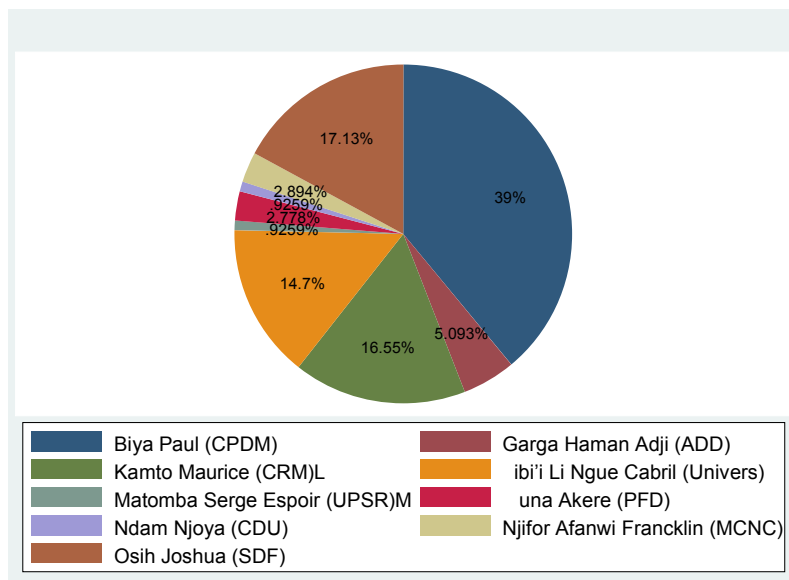
How likely do you think the upcoming presidential elections can result in post-electoral violence?



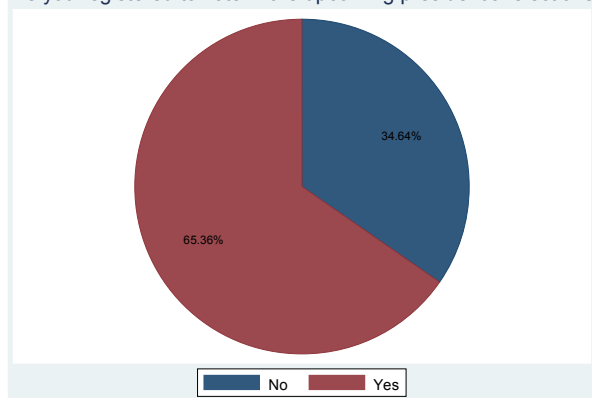
Did you vote during the last presidential elections?



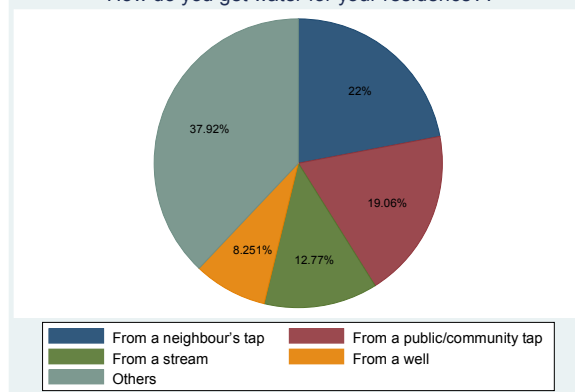
Suppose the presidential elections were to take place today, which of the approved candidates below will you vote for?



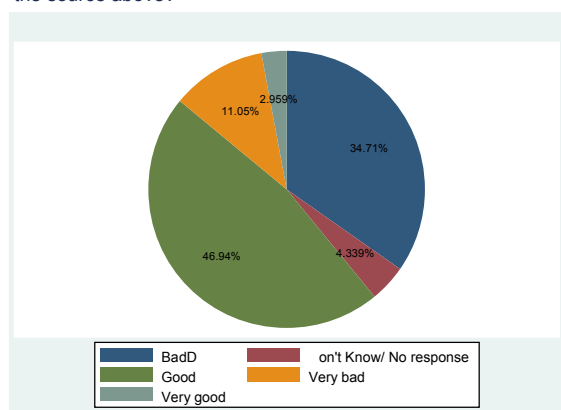
Are you registered to vote in the upcoming presidential elections?



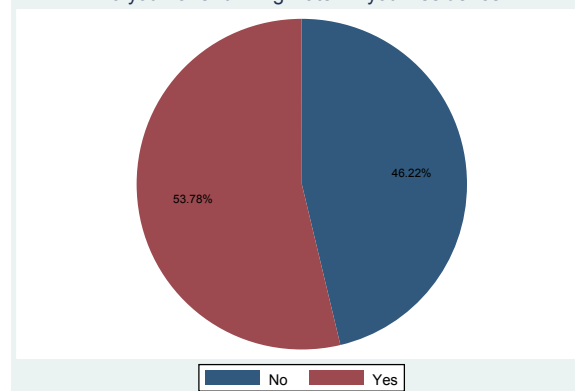
How do you get water for your residence??



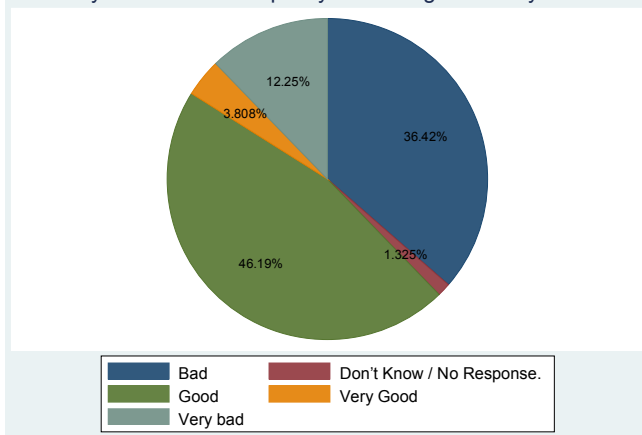
How will you describe the quality of water you get from the source above?



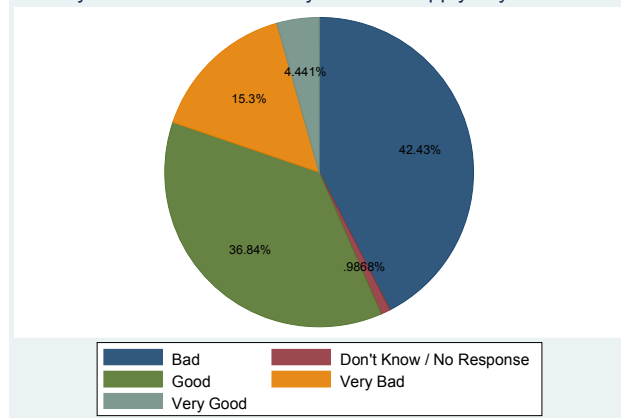
Do you have running water in your residence?



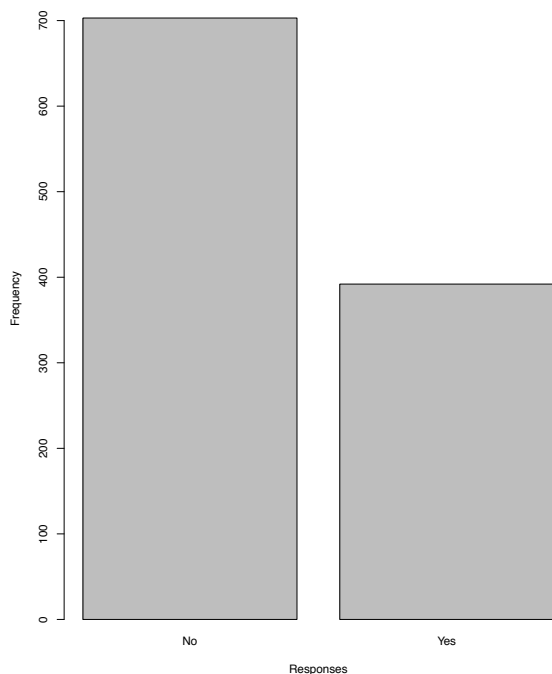
How would you describe the quality of running water in your residence?



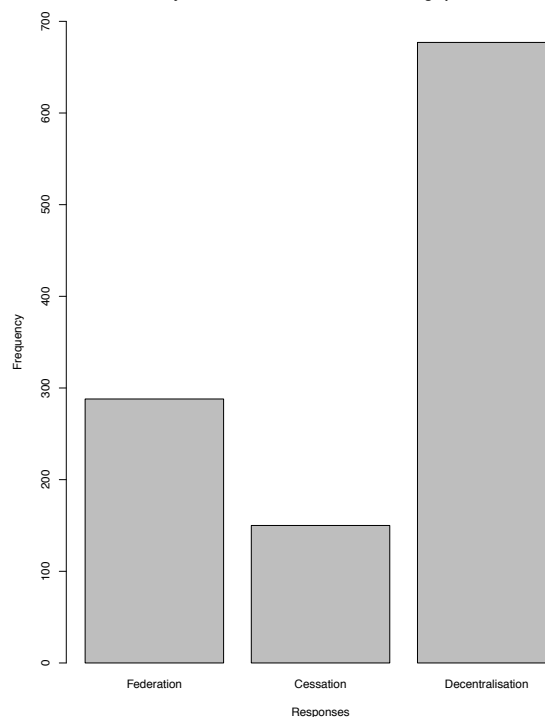
How will you describe the stability of water supply at your residence?

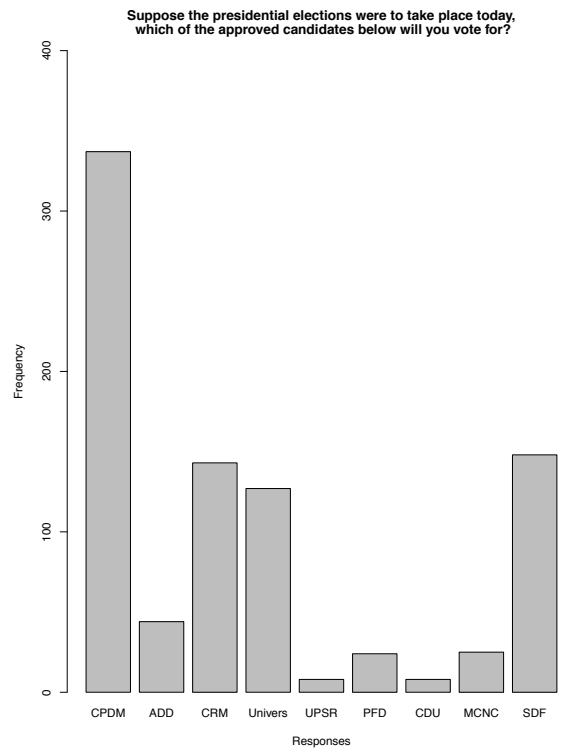
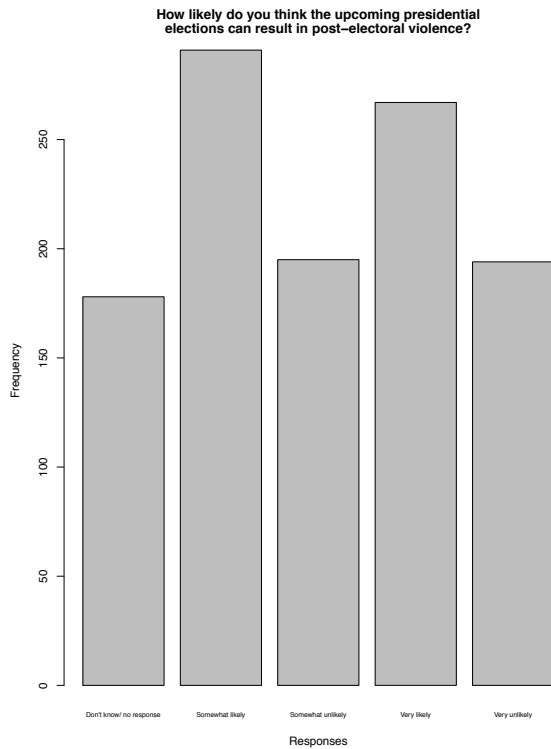
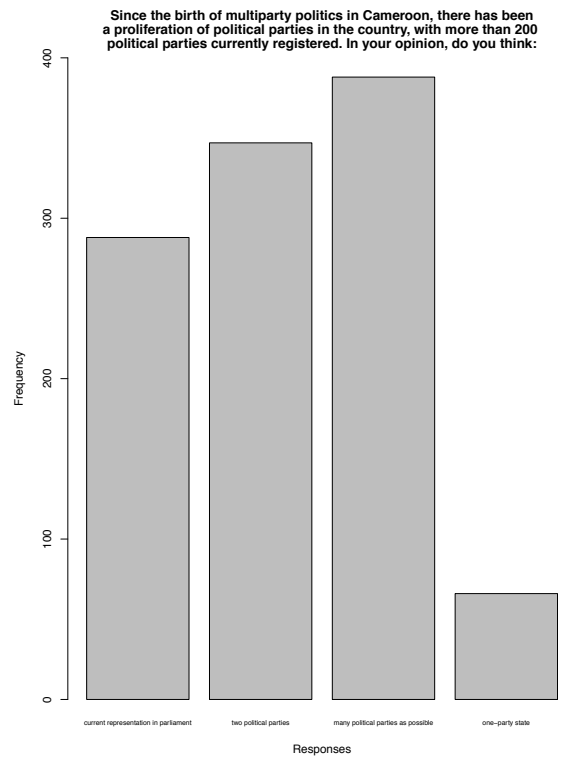
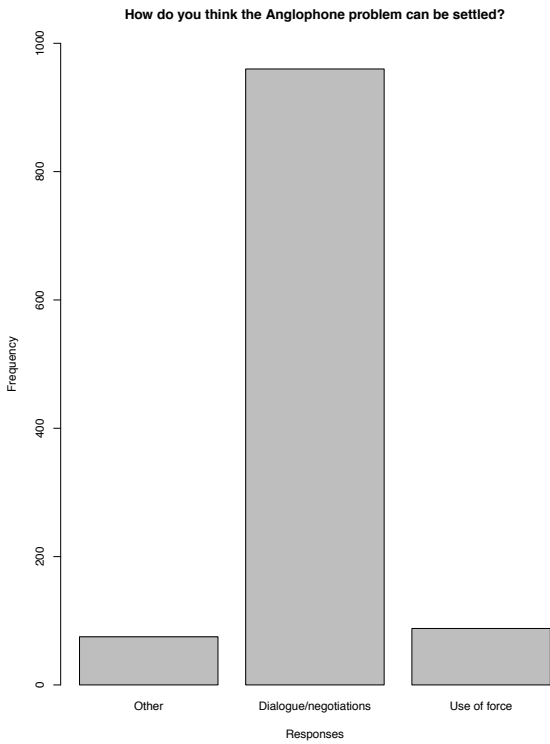


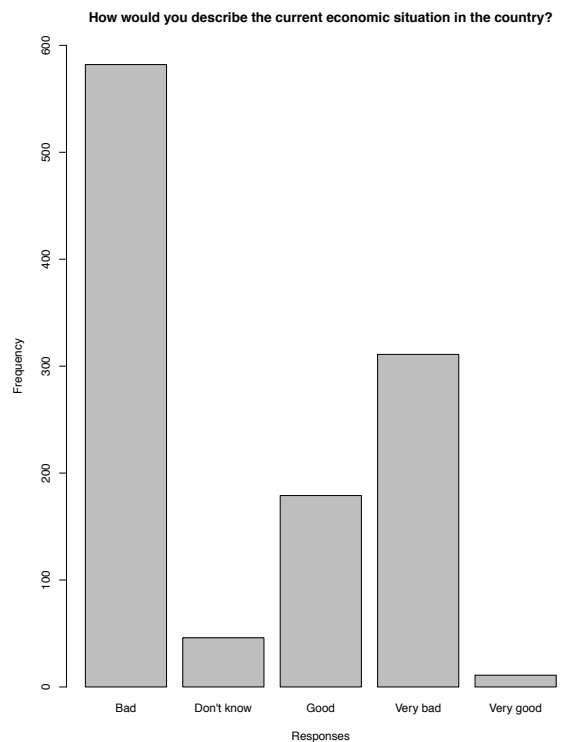
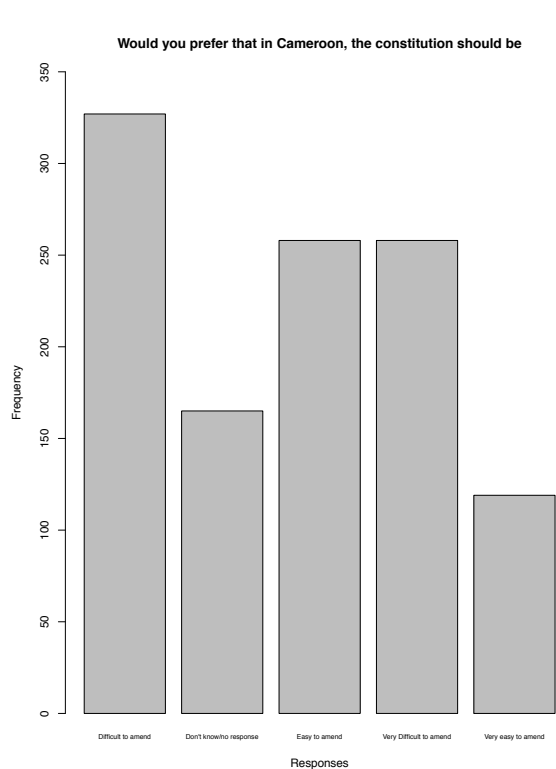
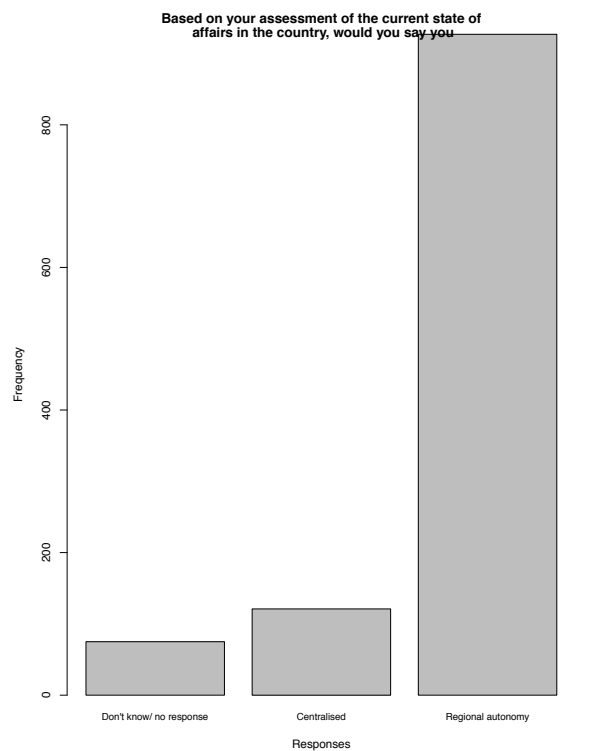
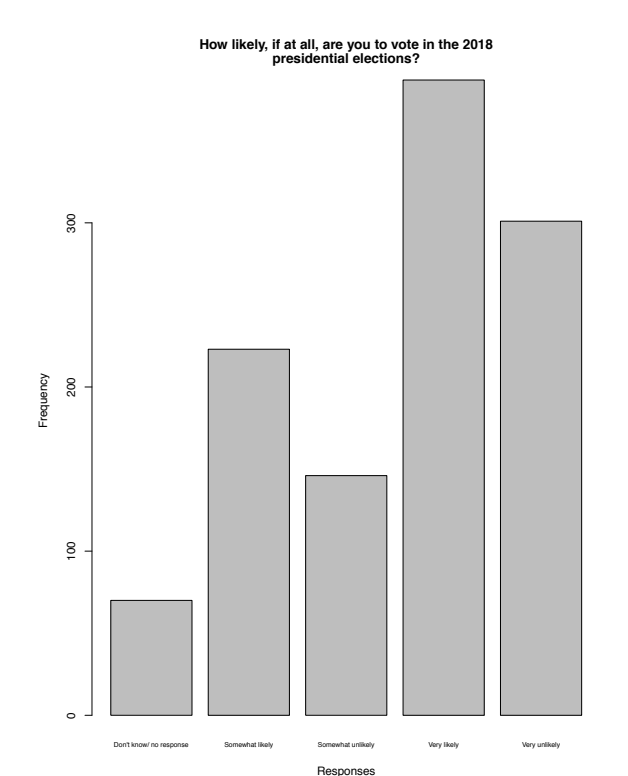
Do you think the president should present his candidacy for the next presidential elections?

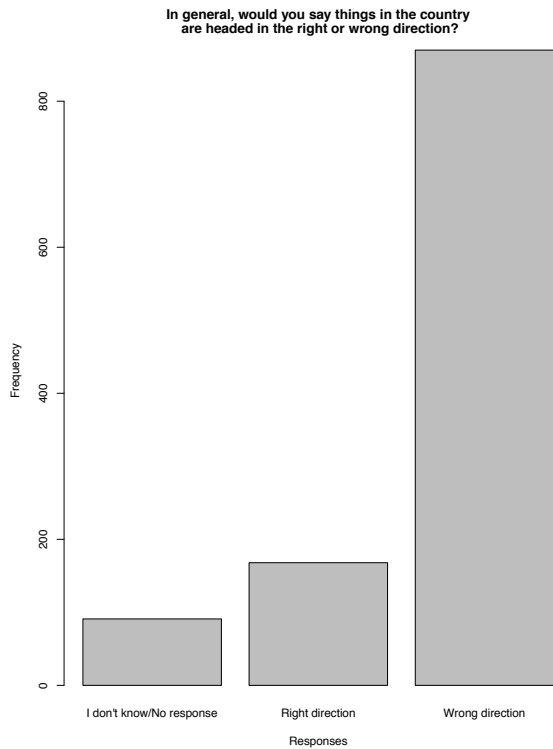
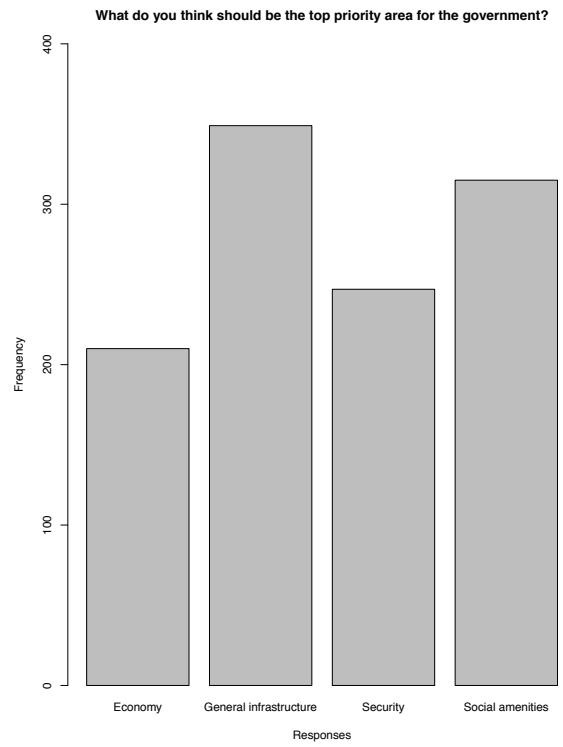
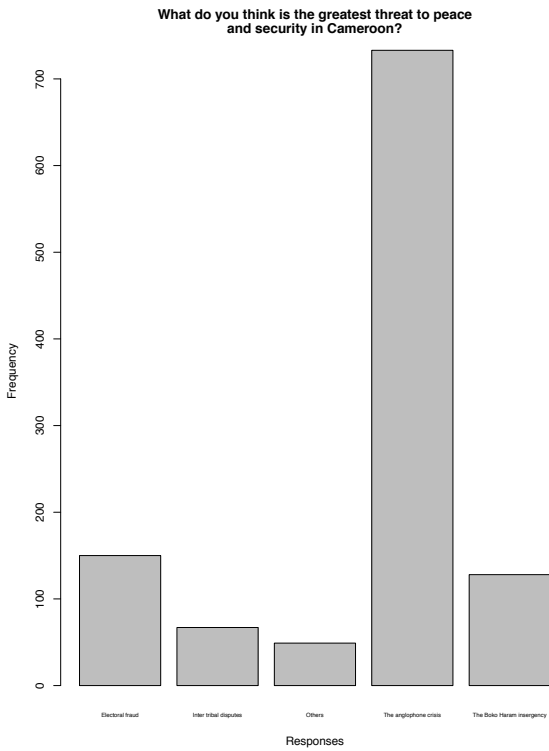


What do you think is the best solution to the Anglophone crisis









ANNEXE C: **INSTRUMENT**

QUESTIONNAIRE

1. Sexe:

- Homme
- Femme

2. Âge

- 18 à 35 ans
- 35 à 60 ans
- Plus de 60 ans

3. Région d'origine:

- Adamawa
- Centre
- Est
- Extrême-Nord
- Littoral
- Nord
- Nord-Ouest
- Sud
- Sud-Ouest
- Ouest

4. Région de résidence actuelle:

- Adamawa
- Centre
- Est
- Extrême-Nord
- Littoral
- Nord
- Nord-Ouest
- Sud
- Sud-Ouest
- Ouest

5. Affiliation Religieuse

- Chrétien (Protestant)

- Chrétien (Catholique)
- Musulman
- Traditionnel /
- Autres

6. Niveau d'Education

- Pas d'éducation formelle
- Éducation primaire
- Lycée
- Education Religieuse ou Musulmane
- Licence
 - Master
 - Doctorat

7. Situation d'emploi

- Chômeur
- Auto employé
- Employer (fonction publiques)

8. Niveau de Revenue

- <25,000
- 25,000-75,000
- 75,000-200,000
- 200,000-500,000
- >500,000

9. En général, diriez-vous que les choses dans le pays vont dans la bonne direction ou pas ?

- A) Bonne direction
- B) Mauvaise direction
- C) Je ne sais pas / Pas de réponse

10. Quel secteur devrait selon vous être la priorité pour le gouvernement actuel ?

- Infrastructures: routes, électricité, ponts, télécommunications, eau, chemins de fer, ports, etc
- Equipements sociaux: soins de santé, l'éducation, le logement, l'enfant et de soutien aux familles ETC
- Economie: emploi, les prix, les revenus, etc
- Sécurité: les conflits, la criminalité, la violence, etc

11. Comment décririez-vous l'état des infrastructures routières dans le pays?

- a) Très bon
- b) Bien
- c) Mauvais
- d) Très mauvais
- e) Je ne sais pas / Pas de réponse.

12. Avez-vous accès à l'électricité dans votre domicile ?

- a) Oui
- b) Non
- (b) Comment décririez-vous la qualité du service en électricité chez vous ?
- A) Très bonne
- B) Bonne
- C) Mauvaise
- D) Très mauvaise
- E) Ne sais pas / Pas de réponse.

13. Avez-vous accès à l'eau chez vous ?

- a) Oui
- b) Non.

(13b) Comment décririez-vous la qualité du service en eau chez vous (eau potable) ?

- A) Très bonne
- B) Bonne
- C) Mauvaise
- D) Très mauvais
- E) Ne sais pas / Pas de réponse.

(13c) Comment décrivez vous la stabilité de l'eau dans votre résidence ?

- A) Très bonne
- B) Bonne
- C) Mauvaise
- D) Très mauvaise
- E) Ne sais pas / Pas de réponse

13d) Comment avez vous accès à l'eau chez vous ?

- A) A partir du compteur d'un voisin.
- B) De mon propre compteur
- C) A partir d'un compteur commun.
- D) Depuis un cours d'eau.
- E) Autre

14. Avez-vous accès au réseau de communication électronique dans votre localité ?

- a) Oui.
- b) Non.

14 b) Comment décririez-vous la qualité du réseau téléphonique dans votre localité ?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvaise
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

15). Comment décririez-vous l'état des services de santé au Cameroun?

- a) Très bon
- b) Bien
- c) Mal
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

16.) Comment décririez-vous l'état du secteur de l'éducation au Cameroun?

- a) Très bon
- b) Bien
- c) Mal
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

17). Quelle proportion de votre revenu familial est consacré aux services sociaux (éducation, santé)?

- 0 à 10 %
- 10-40%
- 40 à 70 %
- Plus 70%

18.) Comment décririez-vous la situation sécuritaire au pays?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvaise
- d) Très mauvaise
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

19.) Que pensez-vous être la plus grande menace pour la paix et la sécurité au Cameroun?

- a) La crise anglophone.
- b) Boko Haram
- c) La fraude -Electoral.
- d) Les conflits intertribaux.
- e) Autres.

20.) Comment décririez-vous la situation économique actuelle dans le pays?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvais
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

21.) En repensant à votre situation économique il y a un an, diriez-vous que pour le moment, votre situation est :

- a) Améliorée
- b) Restée la même
- c) Empirée
- d) Ne sais pas / Pas de réponse

22.) Comment décrivez-vous le niveau de vie actuel de votre ménage ?

- a) Très bon
- b) Bon
- c) Mauvais
- d) très mauvais
- e) Ne sais pas / aucune réponse.

23.) Quelle proportion de votre revenu est consacrée aux besoins fondamentaux comme la nourriture, l'habillement et le logement ?

- a) 0-10%
- b) 10-40%
- c) 40-70%
- d) Au-dessus de 70%

24.) Selon vous, la constitution du Cameroun devrait être :

- a) très facile à modifier
- b) facile de modifier
- c) difficile à modifier
- d) très difficile à modifier

e) Ne sais pas / aucune réponse

25.) S'il vous était demandé de choisir, que préférerez-vous comme priorité ?

a) La démocratie

b) La prospérité

26.) La démocratie au Cameroun au cours des deux dernières années, s'est selon vous :

a) améliorée

b) est restée la même

c) est devenue plus mauvaise

d) ne sais pas / aucune réponse

27.) Comment évalueriez-vous le travail du gouvernement ?

a) Très bon

b) Bon

c) Mauvais

d) e) très mauvais

e) ne sait pas / aucune réponse.

28.) Comment évalueriez-vous le travail l'assemblée nationale ?

a) Très bon

b) Bon

c) Mauvais

d) Très mauvais

e) Ne sait pas / aucune réponse.

29.) Comment évalueriez-vous le travail du sénat ?

a) Très bon

b) Bon

c) Mauvais

d) Très mauvais

e) Ne sait pas / aucune réponse.

30.) Comment évaluez-vous la performance du conseil constitutionnel?

a) Très bonne

b) Bonne

c) Mauvaise

d) Très mauvaise

e) Ne sais pas / Pas de réponse.

31.) Comment évaluez-vous la performance de la Cour suprême du Cameroun?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvais
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

32.) Comment évaluez-vous la performance de votre administration régionale dirigée par le gouverneur?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvais
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

33.) Comment évaluez-vous la performance de votre conseil municipal dirigé par le maire ou le délégué du gouvernement ?

- a) Très bonne
- b) Bonne
- c) Mauvais
- d) Très mauvais
- e) Ne sais pas / Pas de réponse.

34.) Sur la base de votre évaluation de l'organisation actuelle de l'Etat, êtes-vous pour :

- a) Plus d'autonomie et de puissance pour les régions
- b) Un pouvoir centralisé et la prise de décision par le gouvernement central à Yaoundé
- c) Ne sais pas / Pas de réponse

35.) Sur la base de votre évaluation de l'état actuel des choses dans le pays, préféreriez-vous :

- a) Des administrations régionales et locales élues par les citoyens
- b) Des administrateurs régionales et locales nommées par le Président
- c) Ne sait pas / Pas de réponse

36.) Êtes-vous inscrit pour voter aux prochaines élections présidentielles?

- Oui
- Non

37.) Avez-vous voté lors des dernières élections présidentielles?

- Oui
- Non

38.) Est-il probable que vous alliez voter lors des élections présidentielles de 2018?

- a) Très probable
- b) assez probable
- c) plutôt improbable
- d) Très improbable
- e) Je ne sais pas / Pas de réponse

39.) En supposant que les élections présidentielles aient lieu aujourd'hui, pour lequel des électeurs approuvés ci-dessous voterez-vous?

- Biya Paul (CPDM)
- Garga Haman Adjii (ADD)
- Kamto Maurice (CRM)
- Libi'i Li Ngue Cabril (Univers)
- Matomba Serge Espoir (UPSR)
- Muna Akere (PFD)
- Ndam Njoya (CDU)
- Njifor Afanwi Francklin (MCNC)
- Osih Joshua (SDF)

40.) Selon vous, qui est le plus susceptible de gagner les prochaines élections présidentielles?

- Biya Paul (CPDM)
- Garga Haman Adjii (ADD)
- Kamto Maurice (CRM)
- Libi'i Li Ngue Cabril (Univers)
- Matomba Serge Espoir (UPSR)
- Muna Akere (PFD)
- Ndam Njoya (CDU)
- Njifor Afanwi Francklin (MCNC)
- Osih Joshua (SDF)

41.) Selon vous, dans quelle mesure les prochaines élections présidentielles peuvent-elles entraîner des violences postélectorales?

- a) Très probable
- b) Assez probable
- c) Assez improbable
- d) Très improbable
- e) Je ne sais pas / pas de réponse

42.) Êtes-vous membre d'un parti politique?

- Oui
- Non

43.) Pour quelle raison militez-vous dans un parti politique?

- a) L'offre politique du parti
- b) Le chef du parti
- c) La qualité des militants
- d) Les origines géographiques
- e) Les liens familiaux
- f) Autres
- g) Ne sais pas / Pas de réponse

44.) Depuis la naissance du multipartisme au Cameroun, il y a eu une prolifération des partis politiques dans le pays, avec plus de 200 partis politiques actuellement enregistrés. Votre avis est que :

- a) Le pays devrait avoir autant de partis politiques que possible
- b) Les partis politique devraient être limités à ceux qui ont une représentation actuelle au parlement
- c) Le pays devrait être limité à seulement deux partis politiques
- d) Le pays devrait revenir à un État à parti unique

45.) Avez-vous déjà eu une quelconque interaction avec le député ou le sénateur de votre localité?

- a) Oui
- b) Non

46.a) À l'avenir, souhaiteriez-vous des interactions avec un parlementaire ou un parti politique?

- a) oui
- b) Non

46b.) Quelle forme d'interaction aimeriez-vous avoir avec votre député ou un homme politique?

- a) Visiter ma maison
- b) Organiser une réunion locale au quartier ou dans ma mairie
- c) Organiser un meeting politique
- d) pouvoir discuter au téléphone
- e) M'envoyer un message texte ou un mail

47.) Les politiciens camerounais écoutent-ils les besoins et les idées du peuple?

- a) Tout à fait d'accord
- b) Plutôt d'accord
- c) plutôt en désaccord
- d) fortement en désaccord
- e) Je ne sais pas / Pas de réponse

48.) En ce qui concerne la préservation d'un Cameroun unifié, quelle forme d'État préférez-vous?

- a) Décentralisation
- b) Fédération

49.) En supposant qu'une fédération soit choisie comme forme d'état, combien de pays fédéraux préféreriez-vous que le pays possède?

- 2 (basé sur la constitution de 1961)
- 4 (basé sur des lignes ethniques)
- 10 (basé sur la configuration régionale actuelle)

50.) Comment pensez-vous que le problème anglophone peut être résolu ?

- a) A travers le dialogue
- b) Grâce à l'utilisation de la force
- c) Grâce à la sécession

51.) Selon vous, quelle est la meilleure solution à la crise anglophone

- A. Mise en œuvre d'une décentralisation efficace
- B. Une fédération
- C. Cessation / séparation

52.) Pensez-vous que le président a bien fait de présenter sa candidature pour les prochaines élections présidentielles à venir ?

- a) Oui
- b) Non

53. Quelle est votre principale source d'information sur les événements dans le pays ?

- a) Des médias sociaux
- b) Radio
- c) Télévision
- c) Journaux
- d) Autres

54. Quels médias sociaux utilisez-vous ? (, etc.)?

- a) WhatsApp,
- b) Facebook
- c) Twitter
- d) Tous à la fois
- e) Aucun

ii.) À quelle fréquence utilisez-vous les médias sociaux?

- a) Tous les jours
- b) Une fois par semaine
- c) Une fois par mois
- d) Moins souvent
- e) Ne sait pas / Pas de réponse

iii.) Que faites-vous et que dites-vous le plus sur les médias sociaux?

- a) Je m'informe
- b) Je parle et discute de la politique
- c) Je fais des affaires
- d) Je suis en contact avec la famille et les amis
- e) Je me diverti
- f) Autres
- g) Je ne sais pas / Pas de réponse

iv.) Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'information que vous obtenez des médias sociaux?

- a) J'y accorde beaucoup de crédit
- b) J'y accorde un certain crédit
- c) J'y accorde un faible crédit
- d) Ne sais pas / Pas de réponse

55.) À quelle fréquence lisez-vous des magazines et les journaux ?

- a. Tous les jours
- b. Toutes les semaines
- c. Chaque mois
- d. Plus rarement encore
- e. Jamais
- f. Je ne sais pas / Pas de réponse

56.) Quelle chaîne nationale de télévision regardez-vous régulièrement?

- a. CRTV
- b. Canal 2

- c. STV
- d. Équinoxe
- e. vision 4
- f. Autre

57.) Quelle chaîne de télévision nationale, à votre avis rend fidèlement compte de l'actualité sur le terrain ?

- a. CRTV
- b. Canal 2
- c. STV
- d. Équinoxe
- e. vision 4
- f. Autre

58). Au cours des trois derniers mois, avez-vous donné de l'argent, des biens ou fourni des services à un policier ou à un gendarme en échange d'un service qui, selon vous, devrait être fourni gratuitement?

-Oui
-Non

59.) Au cours des trois derniers mois, avez-vous donné de l'argent, des biens ou un service à un huissier de justice (juge, procureur ou fonctionnaire d'un tribunal) en échange d'un service qui, selon vous, devrait être fourni gratuitement?

-Oui
-Non

ANNEXE D: VILLES & RURALITÉS

1. RÉGION DU CENTRE

Jour	Lieux visités	Observations
1	Ngoumou	Zone rurale
2	Obala	Zone rurale
3	Okola	Zone urbaine
4	Yaoundé	Zone urbaine
5	Yaoundé	Zone urbaine
6	Yaoundé V and VI	Zone urbaine
7	Yaoundé	Zone urbaine
8	Yaoundé	Zone urbaine
9	Yaoundé	Zone urbaine

2. RÉGION DE L'EST

Jour	Lieux visités	Observations
1	Rue Administrative	Zone urbaine
2	Fowl marché Mokolo	Zone urbaine
3	Université, campus	Zone urbaine
4	Moto Park (Hopital Regional)	Zone urbaine
5	Abong-Mbang	Zone rurale
6	Messamina	Zone rurale
7	Pokolota	Zone urbaine

3. RÉGION DU SUD

Jour	Lieux visités	Observations
1	Anganle	Zone urbaine
2	Mekalat	Zone urbaine
3	Six a six	Zone urbaine
4	Bamilike niegborhood	Zone urbaine
5	Kye-Ossi	Zone rurale
6	Kye-Ossi	Zone rurale
7	Marche du lac/Montée Gemi	Zone urbaine

4. RÉGION DE L' ADAMAOUA

Jour	Lieux visités	Observations
1	Université de Ngoundéré	Zone urbaine
2	Central Marché	Zone urbaine
3	Centre-ville	Zone urbaine
4	Communauté Anglophone	Zone urbaine
5	Touristique and Naral Voyage	Zone urbaine
6	Camrail	Zone urbaine
7	Ngaoundal	Zone rurale
8	Ngaoundal	Zone rurale

5. RÉGION DU LITTORAL

Jour	Lieux visités	Observations
1	Bessengue/Bonatone	Zone urbaine
2	Deido	Zone urbaine
3	Bonanjo/Akwa	Zone urbaine
4	Ange Raphael	Zone urbaine
5	Nkouloulun	Zone urbaine
6	Bonamoussadi	Zone urbaine
7	Kotto/ Bonamoussadi	Zone urbaine
8	Melong Centre Gendarmerie/ Police station et Marché	Zone rurale
9	Bas Melong	Zone rurale
10	Park de Melon	Zone rurale

6. RÉGION DU SUD OUEST

Jour	Lieux visités	Observations
1	Buea Centre-ville	Zone urbaine
2	Buea ville, mile 14	Zone urbaine
3	Limbe, half mile and mile 4	Zone urbaine
4	Mukundange et Batoke	Zone rurale
5	Limbe, Limbola et idenau	Zone rurale
6	Buea, CRTV et services du gouverneur	Zone rurale
7	Bokwango	Zone urbaine
8	Tole road	Zone urbaine
9	Centre Linguistique	Zone urbaine
10	Mile 17 & 16 buea	Zone urbaine

7. RÉGION DU NORD OUEST

Jour	Lieux visités	Observations
1	Ghana street et cow street, Bamenda	Zone urbaine
2	Mile 2 et New Road	Zone urbaine
3	Mile 3, Nkwen- Bamenda	Zone urbaine
4	Free Home	Zone urbaine
5	City Chemist et Commercial Avenue	Zone urbaine
6	Ntamulung	Zone urbaine
7	Mbengwi Road	Zone urbaine
8	Balikumbat ses environs	Zone rurale
9	Sepua, Balikmbat	Zone rurale
10	Banekap, Balikumbat	Zone rurale
11	Barack et Bonajo neighborhood, Balikumbat	Zone rurale

8. RÉGION DE L'EXTRÊME NORD

Jour	Lieux visités	Observations
1	Maroua Centre	Zone urbaine
2	Maroua University	Zone urbaine
3	Maroua Domayo	Zone urbaine
4	Maroua Pont Vert	Zone urbaine
5 - 7	Kaelé	Zone rurale
6	Guider	Zone rurale

9. RÉGION DU NORD

Jour	Lieux visités	Observations
1	Garoua centre	Zone urbaine
2	Garoua Roumdé Adja	Zone urbaine
3	Garoua Pont de la Bénoué	Zone urbaine
4	Garoua Marché	Zone urbaine
5	Garoua Mosquée centrale	Zone urbaine
6 - 8	Pitoa	Zone rurale

10. RÉGION DE L'OUEST

Jour	Lieux visités	Observations
1	Tonga	Zone rurale
2	Bagangte	Zone rurale
3	Baham and Bandjoun	Zone rurale
4 - 6	Bafoussam	Zone urbaine
7 - 8	Dschang	Zone rurale



NKAUFU
POLICY
institute



DENIS & LENORA
FORETIA foundation